

**Épargne des Ménages et  
Croissance économique:  
le Cas du BURUNDI**

par

**DEO BATUNGWANAYO**

**054652**

**Mémoire présenté au Département de Science économique de  
l'Université d'Ottawa pour l'obtention du diplôme de maîtrise.**

**Directeur du Mémoire: Professeur M. Saint-Germain**

**ECO 7997**

**OTTAWA (ONTARIO)  
Juin 1992**

## Table des matières

|  |    |
|--|----|
| Introduction   | 1  |
| <b>1ère partie:</b> Analyse théorique de la notion d'épargne et de croissance économique | 4  |
| Section 1 Définition et classification de l'épargne                                      |    |
| 1.1 Le concept de l'épargne  |    |
| 1.2 Évolution du concept d'épargne   | 5  |
| 1.3 L'offre d'épargne  | 11 |
| Section 2 La notion de développement et de croissance économique                         | 20 |
| 2.1 Le concept de développement et de sous-développement                                 |    |
| 2.2 La notion de croissance économique   | 21 |
| Section 3 La conception keynésienne et néo-classique pour les économies sous-développées | 22 |
| 3.1 Le modèle de croissance Harrod-Domar   | 26 |
| 3.2 La fonction de production de Cobb-Douglas  | 30 |
| 3.3 La relation épargne et investissement  | 34 |
| <b>2e partie:</b> <u>L'épargne dans le processus de croissance économique du Burundi</u> |    |
| Section 1 Le cadre macroéconomique du Burundi  | 41 |
| Section 2 Le niveau micro-économique: le budget des ménages Burundais                    | 44 |

|                  |   |           |
|------------------|---|-----------|
| 2.1              | Les ménages ruraux  |           |
| 2.2              | Les ménages urbains   | 50        |
| <b>Section 3</b> | <b><u>Le niveau macro-économique:<br/>l'épargne et le financement du développement<br/>au Burundi</u></b> | <b>57</b> |
| 3.1              | Le financement des investissements  | 58        |
| 3.2              | Évolution de l'épargne nationale par rapport<br>au P.I.B.   | 60        |
| 3.3              | La part de l'épargne des ménages<br>dans la formation brute de capital                                    | 61        |
| <b>Section 4</b> | <b><u>Mobilisation et politique de promotion<br/>de l'épargne des ménages</u></b>                         |           |
| 4.1              | Le processus de mobilisation de l'épargne des<br>ménages  | 69        |
| 4.2              | Politique d'encouragement à l'épargne   | 73        |
| 4.3              | Politique active et perspectives d'avenir   | 74        |
|                  | <b>Conclusion</b>   | <b>77</b> |
|                  | <b>Bibliographie</b>  | <b>80</b> |

## INTRODUCTION

À notre connaissance, il existe très peu d'études systématiques sur la question de l'épargne des ménages en Afrique.

Les données de base disponibles sont par ailleurs souvent incomplètes et peu fiables. Pour ce faire, partant d'une conviction personnelle selon laquelle dans bon nombre de pays en voie de développement et notamment dans le continent africain, on accorde peu ou pas d'attention à l'épargne qui se forme au sein des plus petites unités économiques telles que les ménages, nous allons tenter de vérifier dans cette étude, si cette politique d'indifférence envers l'épargne des ménages se justifie.

Dans la plupart des théories de la croissance, la formation du capital joue un rôle, il importe donc de savoir comment on peut la financer.

Dans certaines de ces théories, la formation du capital est l'instrument essentiel de l'augmentation du revenu réel; des variations appropriées du rapport de l'épargne au revenu doivent expliquer pourquoi le niveau économique est si bas dans certains pays qui ne reçoivent pas de capitaux de l'étranger. Le taux d'épargne est aussi d'une importance évidente pour la politique du développement. Les partisans de la "grande poussée (1)" initiale comptent souvent sur une augmentation de ce taux pour rendre le "décollage" capable de s'auto-entretenir (2).

L'objet principal des statistiques de l'épargne est ici d'indiquer comment la croissance du stock de capital national est financée, de savoir qui épargne, combien et comment? La réponse à ces différentes interrogations fait l'objet de la 2<sup>e</sup> partie de notre travail. En effet, la liaison entre l'épargne et l'accroissement de la fortune nationale étant l'objectif principal, il est important d'estimer l'épargne des groupes qui ont habituellement des fonds disponibles et ceux qui les absorbent, et de retracer le cheminement de ces fonds à travers les intermédiaires financiers, jusqu'aux investisseurs.

(1) Rosenstein Rodan, W.W. Rostow: The Economics of Take-off into sustained growth. Macmillan and Company Limited. New York. St. Martin's Press, 1963, p. 240

(2) W.W. Rostow: The stages of economic growth third edition, Cambridge University Press, 1991, p. 39.

Cela exige parmi les ménages, une subdivision entre les épargnants et les désépargnants, et parmi les entreprises, entre celles qui investissent généralement plus qu'elles n'épargnent.

L'épargne sera définie uniquement par référence aux termes qu'elle solde: le revenu et la consommation lorsqu'elle est conçue comme un flux différentiel.

Tantôt, on ne prendra en compte que le revenu monétaire et la dépense effective, tantôt, on inclura aussi le revenu en nature, voire même une estimation des services rendus. Notre intérêt principal réside dans la structure de revenus de ménages des pays à très faibles revenus, le Burundi pris comme un cas d'étude.

Nous nous proposons simplement de tenter d'identifier quelques uns des facteurs favorisant l'épargne des ménages. Notre objectif est de présenter en première approche des lignes de recherche susceptibles d'être approfondies, à la faveur d'une amélioration de l'information statistique et des instruments de mesure de la part de l'épargne des ménages dans le financement du développement.

Il faut signaler que les contraintes imposées à ce travail ne nous permettront pas de tirer des conclusions générales pour l'Afrique. Ceci tient essentiellement à la quasi-inexistence des données. Il n'existe que très peu de documents fondés sur le Burundi. Notre but sera donc de dégager la part de l'épargne des ménages dans le processus de croissance économique.

L'étude va s'articuler en 2 parties. Il nous a semblé utile de faire dans la première partie une analyse théorique de l'épargne et de la croissance.

La deuxième partie intègre l'aspect analytique de la contribution de l'épargne des ménages dans le financement du développement du Burundi.

Nous présenterons le profil d'une politique active pour la mobilisation de l'épargne des ménages. Il faut signaler enfin, qu'en dépit de l'absence d'informations élaborées dans ce domaine, notre analyse sera basée sur les données globales de l'épargne.

## **Première partie: Analyse théorique de la notion d'épargne et de Croissance économique**

### **Section 1: Définition et classification de l'épargne**

#### **1.1 Le concept de l'épargne**

Il paraît indiqué de préciser quelque peu la notion de l'épargne, et ses rapports avec l'investissement.

Dans sa première conception, l'épargne apparaît comme un revenu résiduel, c'est-à-dire ce qui reste du revenu quand la consommation est satisfaite. Dans une deuxième conception, l'épargne est le résultat d'un acte de volonté, le détenteur du revenu décide d'épargner une quantité déterminée de son revenu pendant un certain temps. À partir de cette décision, il réduira sa consommation si le revenu n'a pas augmenté. Avec la première conception, l'épargne c'est l'excédent soit résiduel (ex-post) ou prévu (ex-ante) du revenu.

Dans cette notion, l'aspect monétaire exclut toute autre forme d'épargne. La deuxième conception au contraire, ne considère plus l'épargne sous sa forme monétaire, mais sous sa forme réelle. Cette notion plus globale définit l'épargne par l'affectation qu'on fait de cette partie du revenu non consommé.

Si nous considérons les modalités de formation de l'épargne, l'épargne peut revêtir quatre formes distinctes. Nous en citerons ici quatre qui sont les plus caractéristiques, spécialement dans les pays sous-développés.

#### **1. L'épargne spontanée**

L'épargne peut se former spontanément sous la condition que le niveau de revenu soit suffisamment élevé et les prix stables, ce qui permet aux individus, parce qu'ils auront couvert leurs besoins essentiels, de disposer d'un excédent de revenu. Cela sous-entend donc que l'élévation du niveau du revenu ne doit pas être nominale mais réelle, car s'il y a une hausse générale des prix, les individus vont chercher des valeurs refuges.

## **2. L'épargne institutionnelle**

Il s'agit d'une épargne collectée par des organismes spécialisés tels que les caisses d'épargne, les coopératives d'épargne et de crédit.

## **3. L'épargne forcée**

Cette forme est considérée comme étant la plus courante dans les pays en voie de développement, et elle s'opère sous divers aspects:

- par la fiscalité:

L'exemple le plus courant est la taxe de développement destinée à des programmes agricoles ou d'élevage.

- par adhésion obligatoire à certains organismes parafiscaux - comme par exemple l'assurance obligatoire.

- par la pression monétaire:

L'inflation provoque un écart entre le revenu monétaire et le revenu réel. Quand il y a inflation, les revenus augmentent, mais les prix augmentent davantage et diminuent le pouvoir d'achat. Les gens sont donc contraints d'économiser, mais sous la forme des biens réels.

- par la réglementation des prix: en introduisant des distorsions entre prix, on peut constituer une épargne forcée.

## **4. L'épargne-travail ou investissement humain**

Cette épargne apparaît quand le travail est affecté à des activités productives.

Armés de toutes ces considérations sur le concept de l'épargne, il nous convient de remettre le phénomène de l'épargne dans un contexte historique.

## 1.2 Évolution du Concept d'Épargne

Dans les paragraphes qui suivent nous allons analyser les différentes attitudes adoptées par les économistes à l'égard de l'épargne compte tenu du contexte historique du moment.

Nous nous référons successivement à Ricardo, Marx, Marshall et Keynes.

### 1. L'épargne considérée par Ricardo (1)

L'oeuvre de Ricardo coïncide avec la phase initiale de la révolution industrielle. Le besoin d'accumuler était la préoccupation prédominante.

Il y avait le plein emploi, et le niveau des salaires tendait à se stabiliser au minimum vital; seul un accroissement de l'offre de travail aurait permis un taux d'accumulation plus élevé.

Ainsi, dans l'analyse de Ricardo, tout acte d'épargne implique automatiquement un acte d'investissement.

Une hausse de la proportion du revenu à épargner implique une réduction de la consommation de biens de consommation et de biens de luxe par la classe capitaliste. De même, une baisse de l'épargne implique une augmentation de la consommation de biens de consommation, et conduit à une hausse du niveau des prix de ces biens et à une baisse du niveau des taux des salaires réels.

Une baisse de l'épargne impliquant une augmentation de la consommation de biens de luxe aurait les mêmes effets, mais après un certain délai.

(1) E.A. LISLE: L'épargne et l'épargnant, Dunod, Paris 1967, p. 28

## 2. L'épargne chez Marx (1)

Les idées de Marx relèvent du contact de la pauvreté des années 1840. L'accumulation continuait à être l'impulsion fondamentale des capitalistes.

Alors que la croissance de la population était rapide, les conditions de vie des ouvriers étaient misérables.

Sous ce climat, l'analyse marxienne s'occupait principalement de la découverte et de l'efficacité du système capitaliste; système dans lequel la technique et l'épargne étaient appelées à élever le taux d'accumulation avec des tendances données dans le taux de croissance de la population, et un niveau des salaires supposé constant. Pour Marx comme pour Ricardo, un acte d'épargne était un acte d'investissement.

Une augmentation de l'épargne implique une consommation réduite de biens de consommation par les capitalistes devant conduire à une hausse du niveau des salaires réels et à une baisse du taux d'intérêt, et donc du taux de profit.

Selon Marx, une augmentation de l'épargne entraîne une augmentation de proportion d'investissement du capital fixe. Aussi, une augmentation de la proportion de revenu épargné devrait en longue période conduire à une hausse finale du niveau des salaires réels.

Donc, les difficultés résultant d'une augmentation de l'épargne devraient se résoudre soit par une crise, soit par une hausse du niveau des salaires réels. Selon Marx, une augmentation de l'épargne, toutes choses égales d'ailleurs, devrait aussi impliquer une volonté de la part des capitalistes de se contenter d'un taux d'intérêt plus bas; aussi, admettre qu'une augmentation de la proportion de revenu épargné peut précipiter le système dans une crise, nous pousse à conclure que des mécanismes pourraient être mis en jeu pour compenser les effets de cette augmentation.

(1) Épargne chez Marx: interprétation de E.A. Lisle op. cit., p. 36.

Ainsi, une baisse de la proportion du revenu épargné, si elle affecte les biens de consommation, réduirait le niveau des salaires réels des ouvriers. Et toutes choses étant égales, comme le taux de la population est donné, le système tendrait au chômage dans la courte période aussi bien que dans la longue période.

Les mêmes effets se produiront si la baisse revêt la forme d'une hausse de la consommation des biens de luxe, quoique après un certain délai.

### 3. L'épargne chez Alfred Marshall (1)

Marshall est venu fournir une solution effective aux contradictions posées par Marx. En effet, Marshall a vu le capitalisme s'épanouir dans la paix et la prospérité des années 1860.

Il se place dans une économie qui croît à un taux constant.

Le progrès technique est continu et l'expansion de la production de l'économie toute entière est soumise à la loi des rendements décroissants.

Un acte d'épargne est un acte d'investissement, et implique un changement dans le modèle d'emploi du travail. Une hausse de la proportion du revenu épargné tend à élever le niveau des salaires réels. Donc, dans le système marshallien, une plus grande proportion d'épargne impliquerait une hausse du niveau de vie de la classe ouvrière; le taux d'intérêt (et de profit) tendrait naturellement à s'abaisser.

Pour Marshall, une augmentation de la proportion du revenu épargné n'était rien d'autre qu'un déplacement de l'emploi d'un usage vers un autre. Marshall considérait que l'intérêt était une récompense de l'attente; que c'est par l'intermédiaire de l'épargne que le niveau des salaires réels de la classe ouvrière s'élevait.

(1) A. Marshall: Principes d'Économie, interprétation de E.A. Lisle op. cit. p. 38.

"L'indisposition à différer une satisfaction, et, partant, à épargner en vue d'un emploi futur, se mesure à l'intérêt servi sur les valeurs accumulées, qui offre une incitation tout juste suffisante à épargner pour l'avenir (1)".

L'épargne est donc bénéfique pour la classe ouvrière, parce qu'une hausse de la proportion du revenu épargné impliquerait une hausse du niveau des salaires.

Une baisse de l'épargne si elle affecte les biens de consommation, impliquerait une réduction du niveau des salaires, et, toutes choses étant égales par ailleurs, le niveau des salaires tendrait de façon permanente à être légèrement réduit.

Si la baisse de la proportion du revenu épargné continue avec une intensité croissante, ce sera le chômage.

Si la baisse de l'épargne conduit à une augmentation de la consommation des biens de luxe, le niveau des salaires finirait par s'abaisser après un délai.

On s'aperçoit alors que pour Marshall, une baisse de l'épargne est contraire aux intérêts de la classe ouvrière.

#### **4. L'épargne pour Keynes**

Keynes a trouvé une explication des conditions inquiétantes de la "pauvreté au milieu de l'abondance" de la période d'entre deux-guerres.

(1) A. Marshall, Principes d'Économie, p. 18.

Keynes se place dans le contexte d'une population décroissante, et même si toute l'épargne est investie dans les secteurs appropriés, le taux de profit doit s'abaisser, et si les ajustements nécessaires n'interviennent pas, le système se précipite vers la crise.

Lorsque le taux de croissance de la population diminue et ou lorsque les occasions d'investissements diminuent, le niveau de la production tendrait à baisser à cause d'une insuffisance de la demande effective.

Il est donc nécessaire de fournir des dépenses de travaux publics en vue de compenser l'écart dû à la demande effective.

Le maintien d'un équilibre de plein emploi exige qu'une plus grande proportion du revenu soit consommé.

La difficulté se trouve dans l'impossibilité pour les capitalistes de consommer beaucoup plus.

Ce "surplus" doit être absorbé sous la forme d'une hausse de la consommation ou des dépenses de travaux publics, si l'équilibre doit être restauré.

Pour Keynes, une baisse de l'épargne si elle conduit à une augmentation de la consommation de biens, amènerait à une hausse rapide du niveau de l'emploi et des revenus. L'épargne apparaît donc ici comme une fuite dans le circuit des flux financiers. On voit alors clairement que pour Keynes, une baisse de l'épargne est bénéfique d'autant plus qu'elle élève le niveau de l'emploi et du revenu. Il est donc à constater que le concept de l'épargne est perçu sous deux aspects.

Nous retrouverons une vision négative de l'épargne chez Keynes et d'autres tels que Malthus, Quesnay, Boisguilbert, chez qui l'épargne est considérée comme une fuite dans le circuit économique. D'un autre côté, des analystes comme Ricardo, A. Smith considèrent que l'épargne est positive et nécessaire pour l'accumulation du capital, et sert à améliorer le niveau de vie des classes dépourvues. Après avoir défini l'épargne dans son contexte historique, nous allons considérer dans la section qui suit les composantes de l'épargne globale.

### 1.3 L'offre d'épargne

Dans notre tentative de déterminer la grandeur de l'épargne, pour délimiter son niveau et du fait même sa contribution au développement, on se heurte à des difficultés d'ordre comptable et statistique. Il convient alors d'établir une classification simplifiée de l'épargne.

Nous considérerons la distinction faite par Malcolm Gillis (1).

Selon lui, la réserve totale de l'épargne disponible (S), qui n'est autre que l'offre de l'épargne, est la somme de l'épargne intérieure ( $S_d$ ) et de l'épargne étrangère ( $S_f$ ).

L'épargne publique est essentiellement constituée de l'épargne budgétaire ( $S_{gb}$ ), et aussi de l'épargne des entreprises publiques. Quant à l'épargne intérieure privée, elle provient de l'épargne des entreprises ( $S_{pc}$ ) et celle des ménages ( $S_{ph}$ ).

L'épargne étrangère provient aussi de deux sources: l'épargne officielle étrangère ( $S_{fo}$ ) ou aide étrangère, et l'épargne étrangère privée ( $S_{fp}$ ) qui consiste en investissements directs étrangers et en emprunts extérieurs.

On pourrait alors formaliser l'offre de l'épargne comme suit:

$$S = S_d + S_f$$

où S: offre d'épargne  
 $S_d$  : épargne domestique  
 $S_f$  : épargne étrangère

$$S = (S_g + S_p) + (S_{fo} + S_{fp}) \quad (1)$$

où  $S_g$  : épargne publique  
 $S_p$  : épargne privée  
 $S_{fo}$  : aide extérieure  
 $S_{fp}$  : emprunt extérieur.

(1) Malcolm Gillis: Économie du développement, Éditions universitaires. De Boeck, 1990, p. 321 et 322

Dans cette étude, nous ferons abstraction de l'épargne extérieure, et nous nous attacherons à l'épargne intérieure privée, et plus particulièrement de l'épargne des ménages.

Cependant, sans vouloir entrer dans beaucoup de détails comptables, il convient à toutes fins utiles, d'en relever quelques significations.

### **1.3.1 L'épargne intérieure et l'épargne nationale**

L'épargne intérieure brute est la différence entre le produit intérieur brut et la consommation globale. Ainsi, le taux d'épargne intérieure brute d'un pays est le rapport de l'épargne intérieure brute et du produit intérieur brut.

Il est à constater que l'épargne intérieure diffère de l'épargne nationale.

La différence entre l'épargne nationale et l'épargne intérieure est égale à la différence entre le produit national et le produit intérieur et donc au solde des paiements de revenus de facteurs avec l'extérieur (paiements reçus moins paiements versés).

L'épargne nationale est en théorie un concept plus représentatif que l'épargne intérieure des ressources à la disposition d'un pays pour l'investissement. Mais son évaluation est incertaine à cause de la mauvaise qualité des statistiques relatives aux transferts avec l'extérieur.

#### **a) L'épargne publique**

L'épargne publique est entendue dans le sens de l'épargne de l'État, des collectivités locales et des services publics.

L'épargne publique correspond: d'une part, à l'excédent budgétaire du budget de fonctionnement; d'autre part, au sens de la comptabilité publique, à l'ensemble des immobilisations (stocks, investissements) et de l'excédent de la balance des paiements.

Dans le premier cas, l'État est considéré comme un particulier qui dégagerait un excédent sur sa consommation.

Dans le deuxième cas, l'État fait beaucoup d'investissements, grâce précisément au déficit de la balance des paiements; car c'est avec une épargne extérieure pour l'essentiel que ces immobilisations se font.

### **b) L'épargne privée**

L'épargne privée provient de 2 sources principales: l'épargne des sociétés et l'épargne des ménages.

L'épargne des sociétés ( ou des corporations) sera définie comme les revenus des corporations après taxes dégonflées des dividendes payées aux actionnaires.

L'épargne des ménages inclut l'épargne des sociétés non corporatives ainsi que d'autres formes de revenus non consommés des entreprises individuelles.

Étant donné que l'épargne des ménages occupe le coeur de ce travail, nous allons analyser dans la section qui suit les déterminants de l'épargne des ménages.

#### **1. L'hypothèse du revenu absolu de Keynes**

Selon l'hypothèse de Keynes, la propension à l'épargne du revenu disponible courant s'accroît avec le revenu.

Dans ce sens, la relation épargne-revenu peut se traduire comme suit:

$$S = a + sy^d$$

où S= épargne

$y^d$  = le revenu disponible courant

a = une constante ( $a < 0$ )

s = propension marginale à épargner

$0 < s < 1$

La propension marginale à épargner est définie comme le rapport de la variation de l'épargne ( $dS$ ) à la variation correspondante du revenu ( $dY$ ), soit,  $\frac{dS}{dY}$

Compte tenu de la définition de l'épargne, le revenu national  $Y$  apparaît comme la somme de la consommation  $C$  et de l'épargne  $S$ .

$$\begin{aligned} \text{soit } Y &= C + S \\ \text{alors } \frac{C}{Y} + \frac{S}{Y} &= 1 \end{aligned}$$

La forme exacte de la fonction d'épargne se déduit de la forme de la fonction de consommation; l'épargne est donc fonction du revenu.

$$S \equiv S(Y)$$

Si l'on considère la fonction de consommation affine telle que

$$C = cY + C_0$$

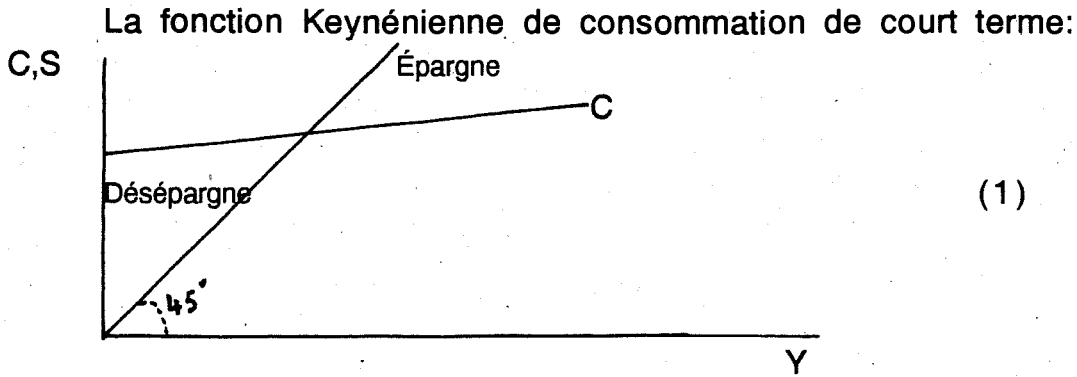
$$S \equiv Y - C$$

$$S \equiv Y - (cY + C_0) = (1 - c)Y - C_0$$

$$\text{Puisque } 0 < c < 1, \frac{dS}{dY} = 1 - c > 0$$

Il apparaît donc que l'épargne est fonction croissante du niveau du revenu, et on remarque que pour un niveau de revenu nul, l'épargne serait négative.

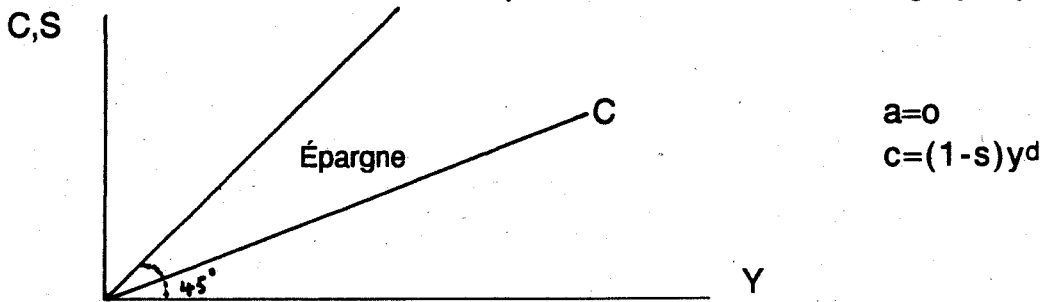
Des résultats empiriques ont soutenu l'hypothèse de Keynes, mais pour une meilleure formulation, les résultats se justifiaient pour une période de court terme, comme le montre le graphique qui suit:



Comme on peut s'en apercevoir sur le graphique, les ménages pourront consommer ou épargner selon les niveaux de revenu. La ligne à 45° montre les points pour lesquels la consommation est égale au revenu.

Le graphique montre que dans le court terme, on peut espérer que la part d'épargne sera élevée au niveau du revenu élevé.

Cependant, à travers le long terme, on observe que dans bon nombre de pays, le ratio épargne-revenu tend à rester constant parce que la fonction de consommation (et d'épargne) ne considère pas la part autonome de consommation, comme on peut le constater sur le graphique:



(1) Malcolm Gillis, op.cit., p. 332

## 2. L'hypothèse du revenu relatif de Duesenberry

Cette hypothèse vient atténuer un peu le conflit entre le court terme et le long terme. Dans cette optique, la consommation et par conséquent l'épargne dépend non seulement du revenu courant mais du niveau du revenu prévu et des habitudes de consommation.

Ainsi:

$$C_1 = a + (1-s) Y_1^d + b C_H \quad (1)$$

où  $C_1$  = Consommation en période 1

$Y_1^d$  = le revenu en période 1

$C_H$  = haut niveau de consommation antérieur.

$$0 < s < 1 \text{ et } 0 < b < 1$$

Ainsi, sous l'hypothèse du revenu relatif, la fonction de consommation de court terme dans une économie, tend à croître dans le temps. Si le revenu augmente à travers le long terme, les consommateurs ajustent leurs habitudes de dépenses au niveau le plus élevé de consommation.

Mais à court terme, les changements dans les niveaux de consommations sont lents.

## 3. L'hypothèse du revenu permanent de Friedman (1)

Pour Friedman, le revenu, la consommation et l'épargne se subdivisent chacun en une partie normale et une partie aléatoire.

Ainsi, le revenu observé d'un consommateur au cours d'une période, une année, par exemple, est composé de 2 éléments: le revenu permanent et le revenu aléatoire.

(1) Malcolm Gillis, op.cit., p. 333

L'hypothèse du revenu permanent repose sur l'idée que chaque individu détermine sa consommation non pas en fonction de son revenu courant, mais en fonction du revenu qu'il peut logiquement espérer percevoir tout au long de son existence. Ce revenu attendu ou permanent est lui-même calculé en fonction des revenus passés de l'individu. Il en résulte que toute différence positive entre le revenu courant et le revenu permanent d'un individu (qui constitue son revenu transitoire) est automatiquement épargnée. Selon cette hypothèse de revenu permanent, la forme simplifiée de la fonction d'épargne serait:

$$S = a + b_1 Y_P + b_2 Y_t$$

où S = épargne

a = constante

$Y_P$  = revenu permanent

$Y_T$  = revenu transitoire.

Dans la version extrême,  $b_1 = 0$  et  $b_2 = 1$ . Cela signifie que toute l'épargne provient du revenu transitoire et que toute cette composante est épargnée.

Mais la version modifiée de l'hypothèse du revenu permanent stipule que  $0 < b_1 < b_2 < 1$ .

Des études ont été menées pour tester l'applicabilité de l'hypothèse du revenu permanent dans une variété de pays de l'Asie et de l'Amérique latine. Mais les résultats n'ont pas été très concluants, et en général, les résultats semblent soutenir que, les gens tendent à épargner une grande proportion du revenu transitoire.

### **Les résultats empiriques**

De toutes les hypothèses passées en revue, aucune n'a semblé être concluante pour ce qui est des déterminants exacts de l'épargne des ménages.

En nous basant sur les travaux de H.S. Houthakker, nous allons relever quelques constatations qui, elles aussi, méritent d'être nuancées.

Dans son étude, Houthakker (1) a constitué 4 groupes de pays à revenus différents. Nous ne présenterons pas ici sa méthode d'analyse, mais nous nous limiterons à dégager les résultats de son analyse.

En ce qui concerne les ménages, les données ne fournissent aucune indications d'après laquelle la propension marginale à épargner serait plus forte que la propension moyenne, contrairement à l'idée avancée par la théorie keynésienne.

Son analyse a été faite sous des modèles de régression tels que:

$$S_{\text{pers}} = a + b Y_{\text{pd}}$$

où  $S_{\text{pers}}$  = l'épargne des ménages par tête et par an.

$Y_{\text{pd}}$  = le revenu disponible des ménages par tête et par an.

Les résultats ont montré que le terme constant était insignifiant et le modèle a été réduit à  $S_{\text{pers}} = b Y_{\text{pd}}$ .

L'introduction de variables supplémentaires comme le taux d'intérêt, le taux d'inflation ou l'offre de monnaie par habitant, n'a pas été utile.

Il a été nécessaire aussi de faire la distinction entre la rémunération des travailleurs et le revenu de la propriété et de l'entreprise.

Le modèle serait de la forme:

$$S_{\text{pers}} = a L + b P$$

où  $L$  est la rémunération des salariés et  $P$  le revenu de la propriété ou de l'entreprise.

On a pu constater que la propension marginale à épargner est beaucoup plus faible pour les revenus provenant du travail que pour ceux provenant de la propriété ou de l'entreprise.

(1) HOUTHAKKER and TAYLOR; Consumer demand in the United States 1929-1970. Harvard Economic Studies, 1966.

La raison de cette différence serait que la propension soit liée au rendement des investissements que les différents groupes de la population peuvent réaliser.

Les employés, en général, vont placer leurs fonds dans les banques, tandis que les entrepreneurs sont en mesure de faire des investissements directs, ou d'acheter des actions, ce qui donne des taux de rendement assez élevés.

Malgré l'absence d'une théorie quantifiable permettant de déterminer le niveau du revenu, on a pu conclure qu'il n'y a rien qui puisse mettre en doute la proportionnalité à long terme entre l'épargne des ménages et le revenu disponible des ménages.

Dans la section qui précède, nous avons défini le concept de l'épargne dans son contexte historique et selon ses composantes. Dans la section qui suit, nous parlerons de la notion de développement et de croissance économique.

## **Section 2 La notion de développement et de croissance économique**

### **2.1 Le concept de développement et de sous-développement.**

On peut définir le développement comme le processus par lequel une société parvient à satisfaire les besoins qu'elle considère comme fondamentaux.

Pour Gérard Grellet (1), le développement est un processus, et il ne peut se juger que par rapport à certaines valeurs. Cela signifie que les facteurs de production ne peuvent être considérés comme des données à fortiori comme des données "naturelles".

Il n'existe donc pas d'étalon universel du développement. Beaucoup d'économistes utilisent le PIB par tête comme indicateur du développement, cela risquerait de nous amener à confondre le développement et la croissance, bien que le plus souvent croissance et développement vont de pair.

Parlant du développement, on en vient au sous-développement. Gérard Grellet le définit comme la non-atteinte de certains objectifs (taux de croissance, niveau de consommation par tête . . .), soit comme la non-couverture de certains besoins considérés comme essentiels (alimentation, alphabétisation); soit comme la sous-utilisation des ressources potentielles d'un pays, soit enfin comme un retard par rapport à certaines étapes historiques prédéterminés.

Il est donc difficile de mesurer le sous-développement et le développement économique. Des indicateurs comme le produit national brut par tête, l'espérance de vie à la naissance, le nombre de calories par tête, le niveau d'alphabétisation existent, mais aucun ne peut à lui seul définir le seuil de développement.

(1) Gerard Grellet: Structures et stratégies du développement économique, P.U.F., 1986, p.31

Patrick Guillaumont, Économie du développement. Tome 2. Dynamique interne du développement, P.U.F., 1985, p. 87

Pour des raisons pratiques et de simplicité, nous dirons dans notre analyse qu'un pays est sous-développé parce qu'il est pauvre, et l'indicateur du PIB sera censé refléter la mesure du niveau de vie.

## **2.2 La notion de croissance économique**

Si le développement n'est pas seulement un phénomène économique mais un phénomène de civilisation; il présente les aspects politiques, sociaux, juridiques, religieux etc. . . L'approche économique de la croissance exclut ces divers aspects de son domaine d'analyse.

Économiquement, la croissance est un phénomène de longue période, qui se caractérise par une augmentation de la production, et par un accroissement de la capacité de produire. La croissance est un phénomène plus général, car elle atteint maintenant les pays qu'on appelait autrefois sous-développés et qu'on appelle aujourd'hui en voie de développement. Plusieurs facteurs contribuent à la croissance. On attribue souvent la croissance à l'accumulation du capital. Mais d'autres facteurs comme le progrès technique, l'innovation et l'organisation, la formation et les échanges internationaux ont une grande part dans le processus.

Sans vouloir nous étendre sur les notions de développement et de croissance, il semble important de faire une distinction entre certains concepts utilisés dans la littérature économique. En effet, il y a une imprécision conceptuelle qui consiste à considérer comme synonymes les concepts de croissance, de développement, d'expansion et de progrès. Nous nous limiterons dans cette distinction aux définitions avancées par François Perroux. (1)

(1) François Perroux, L'Économie Du XXe Siècle, 3e éd., P.U.F., 1969,

- a) L'expansion est l'accroissement temporaire de quantités économiques lié aux mouvements courts de la conjoncture.
- b) La croissance est l'accroissement durable d'une unité économique simple ou complexe réalisé dans les changements de structures, et accompagnés de progrès économiques variables.
- c) Le développement est l'ensemble des changements dans les structures mentales et les habitudes sociales d'une population qui conditionnent la croissance entendue comme l'augmentation soutenue du produit réel global.
- d) Le progrès économique est la propagation aux moindres coûts humains de la nouveauté, au sein d'un réseau d'activités économiques.

Pour caractériser l'économie des nations pauvres, nous nous en tiendrons à la terminologie traditionnelle et nous employerons le terme sous-développement.

À partir de cette distinction, nous pouvons examiner certaines conditions de croissance. Nous nous limiterons aux visions keynésiennes, et néo-classiques.

### **Section 3      La conception Keynésienne et néo-classique de la croissance économique pour les économies sous-développées**

A court terme, la théorie keynésienne considère les investissements comme une donnée. Elle soutient aussi que la demande globale de biens et de services est indépendante de l'offre globale, de telle sorte que les programmes de stabilisation visant à diminuer l'inflation nécessitent une contraction de la masse monétaire nominale pour refermer "l'écart inflationniste" et réduire la demande globale.

Dans les économies sous-développées, il existe des différences d'intérêts élevées entre le système bancaire organisé et le crédit rural informel, ce qui illustre la séparation des marchés du crédit. Par conséquent, on encourage les investissements dans les enclaves

urbaines alors que l'on néglige le reste de l'économie.

Dans ce genre d'économie, il ne faut pas réduire l'offre monétaire mais plutôt augmenter la demande monétaire en élevant le rendement des placements grâce à une augmentation des taux nominaux d'intérêt. La contraction de la demande monétaire tout en maintenant des taux faibles, ne peut que conduire à la contraction des investissements physiques et dans l'offre de biens et de services.

La théorie néo-classique quant à elle considère la propension à l'épargne comme une donnée et suppose que la monnaie ne constitue qu'un moyen de transaction puisque les marchés de capitaux fonctionnent parfaitement et puisque le capital est parfaitement "divisible" (1)

Pour les néo-classiques, la monnaie remplace les actifs physiques de telle sorte que toute augmentation du rendement réel de la monnaie réduit l'investissement.

Puisque, pour un revenu donné (Y), la propension à l'épargne (s) est connue, les comptes bancaires et les investissements sont en concurrence pour se partager l'épargne. En conséquence, toute augmentation du rendement réel de la monnaie ne fait qu'éloigner l'épargne des investissements.

Dans les économies sous-développées toutefois, les encaisses ne sont pas détenus simplement aux fins de transaction, mais peuvent également et même essentiellement servir de réservoir de valeur par suite de l'absence virtuelle de marché de capitaux développés.

En conséquence, la propension à l'épargne est étroitement liée au rendement réel de la monnaie défini comme la différence entre le taux nominal d'intérêt et le taux prévu d'inflation, alors que la nature et la qualité des investissements reflètent l'importance relative de l'auto-financement direct par rapport au financement bancaire indirect. Un

(1) P. Pascallon: L'intégration des facteurs monétaires dans le modèles de croissance équilibrée néo-classique, Dalloz, 1970, p. 37

faible rendement de la monnaie n'a pas tendance alors à diriger les ressources vers les investissements, mais encourage plutôt l'épargne à se diriger vers des marchandises et des projets à faible productivité. Il s'ensuit une réduction de la propension à l'épargne et un abaissement de la qualité des investissements.

Dans les économies sous-développées, la demande pour la monnaie est également liée positivement au revenu et au rendement réel de la monnaie, mais en l'absence d'un marché de capitaux bien développé pour les avoirs financiers, cette demande de monnaie reflète également la propension moyenne à l'investissement.

En fait, étant donné que la monnaie est un véhicule d'épargne important, et qu'il constitue par conséquent le principal lien indirect entre l'épargne et l'accumulation de capital dans les économies sous-développées, les investissements désirés nécessitent pour pouvoir être entrepris, que la propension à l'épargne augmente et que les soldes moyens d'encaisses réelles augmentent.

Par conséquent, un système bancaire mal adapté réduit la propension à l'épargne et rend difficile les investissements.

Inversement, étant donné que les encaisses réelles constituent une façon efficace d'épargner, tout encouragement à la détention de dépôts bancaires par l'ouverture de succursales de banques ou par l'augmentation du taux nominal d'intérêt sur les dépôts constitue une incitation à l'investissement utile.

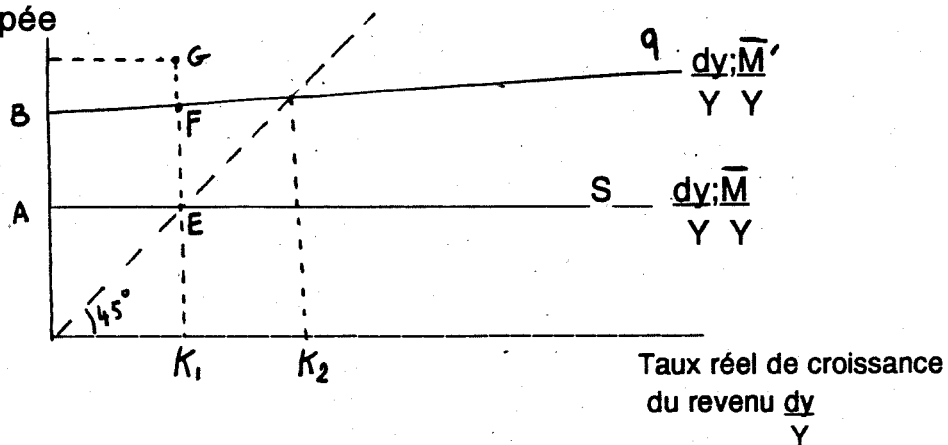
Un processus de compression financière résultant de l'absence d'un système bancaire local n'encourage pas l'investissement, mais force plutôt l'épargne à se placer sous des formes improductives comme le bétail ou la propriété foncière.

Lorsque la propension à l'épargne constitue une variable dépendante du niveau de monétisation et d'attrait des services bancaires, le modèle de croissance de Harrod-Domar ne semble pas aussi pessimiste pour les économies sous-développées. Nous reviendrons sur ce point plus tard.

Toutefois, notons qu'il existe une interaction entre le taux de croissance du revenu et le taux auquel progresse la croissance financière. Toute modification de la structure financière de l'économie a une incidence sur l'épargne anticipée et affecte le taux de croissance du revenu.

On pourrait montrer graphiquement comment la modification de la structure financière engendre une variation de la croissance du revenu (1).

Épargne anticipée



Le taux de croissance du revenu est considéré comme étant en équilibre lorsque l'investissement nécessaire pour soutenir un taux donné de croissance est égal au revenu prévu ou (ex-ante). Cette égalité se produit sur la ligne à 45 degré avec l'intersection de la fonction AS de propension variable à l'épargne.

Pour une structure financière donnée ( $\frac{\bar{M}}{Y}$ ), le taux d'équilibre de croissance de l'économie est  $K_1$ .

Si l'on modifie les politiques bancaires et monétaires toutefois, dans le sens d'une augmentation de la monétisation de l'économie. Ce qui porte le ratio  $\frac{\bar{M}}{Y}$  à  $\frac{\bar{M}'}{Y}$ , la fonction de propension à

l'épargne réagit en passant de AS à Bq, augmentant ainsi l'épargne d'un montant EF, alors que la croissance du revenu introduit une augmentation supplémentaire de l'épargne égale à FG.

(1) F.H. Hahn: Théorie de la croissance économique, *Economica*, 1972, p. 166

Les améliorations apportées aux systèmes et aux politiques monétaires sont doublement efficaces puisque, non seulement on augmente l'épargne et l'investissement, mais que l'augmentation résultante du taux de croissance du revenu amplifie encore ce résultat.

Le résultat final d'une amélioration de la politique monétaire est un taux plus rapide de croissance du revenu à  $K_2$  soutenu par un plus haut niveau de l'épargne et de l'investissement.

Ce phénomène de modification de la structure financière semble être très optimiste. Si les résultats d'une telle transformation semblent être plausibles pour les économies développées, qu'en est-il pour les pays sous-développés? Nous en discuterons en nous appuyant sur le modèle de Harrod-Domar dans le paragraphe qui suit.

### **3.1 La perspective post-keynésienne: Le modèle de croissance Harrod-Domar**

Le modèle de croissance de type Harrod-Domar (1) se concentre sur les aspects réels du processus de croissance. Il comporte 3 variables le produit ou le revenu réel ( $Y$ ), la force de travail ( $L$ ) et le stock de capital ( $K$ ).

Il suppose l'équilibre sur le marché des produits et services, c'est-à-dire l'égalité de l'épargne et de l'investissement ( $I=S$ ), à un niveau correspondant à la pleine utilisation de la capacité de production existante. Sur le marché du travail, un équilibre de plein emploi est réalisé, la demande globale étant suffisante pour assurer l'utilisation de toute la main d'oeuvre disponible. Le modèle s'appuie sur une fonction de production à coefficients fixes de la forme:

$$Y = K/v = L/u$$

où  $v$  est un paramètre qui représente un coefficient de capital ( $K$ )

et  $u$  étant un coefficient constant qui permet de déterminer les quantités de travail nécessaires à la production.

(1) Philippe Hugon: Économie du Développement, Mémentos Dalloz, 1989, p. 43  
Cobb, C.W., Douglas, P.H. "A Theory of Production", American Economic Review, 1928

L'offre de capital s'analyse en termes keynésiens: en toute période, l'épargne  $S$  est une fraction constante du revenu.

$$S_t = sY_t$$

L'offre de travail est supposée croître à un taux constant,  $n$ , appelé taux naturel et qui n'est autre que le taux de croissance démographique.

Ce taux naturel est indépendant des forces économiques de telle sorte que l'offre de travail ne subit pas l'influence du taux de salaire.

Pour que l'équilibre soit réalisé sur le marché du capital réel, il faut que l'offre et la demande de capital soient égales en toute période, en d'autres termes que l'épargne réelle soit égale à l'investissement réel.

$$S_t = I_t$$

Or, l'investissement réel effectué en  $t$  n'est autre que l'accroissement du stock de capital. Alors,

$$I_t = K_{t+1} - K_t = S_t = sY_t \quad (1)$$

Et comme la fonction de production est telle que

$$K_t = vY_t$$

on aura:  $K_{t+1} - K_t = vY_{t+1} - vY_t = sY_t$

$$v(Y_{t+1} - Y_t) = sY_t$$

$$Y_{t+1} - Y_t / Y_t = s/v$$

or  $Y_{t+1} - Y_t / Y_t$  n'est autre que le taux de croissance du produit par

période, soit  $g$  ce taux.

(1) Gérard Grellet: Structures et Stratégies du développement économique, P.U.F., 1ère éd., juin 1986, p. 146 et 147.

Par le fait que le coefficient  $v$  est fixe, le taux de croissance du produit est nécessairement égal au taux de croissance du capital. Ainsi, le produit et le stock de capital croissent tous deux de période en période au taux  $s/v=g$  appelé taux de croissance garanti.

Du côté du marché du travail, pour que l'équilibre soit réalisé, il faut que l'offre et la demande de travail soient égales en toute période. Ainsi, l'offre de travail étant  $L_t$ , et la demande de travail dépendant du volume du produit  $Y_t$ , et du coefficient fixe  $u$ , on aura:  $L_t = u Y_t$ .

L'offre de travail est supposé croître à un taux constant  $n$ , appelé taux naturel, et puisque le produit  $Y_t$  croît au taux garanti  $g$ , la demande de travail  $U Y_t$  croît à ce même taux.

Le maintien de l'équilibre sur le marché du travail dans une économie en croissance implique par conséquent la réalisation de la condition:

$$n = g = s/v$$

Si cette égalité est satisfaite, le taux naturel ( $n$ ) et le taux garanti ( $g$ ) coïncident, les trois variables du modèle,  $Y, K, L$  ont le même taux régulier de croissance.

De ce modèle, on pourrait tirer les conclusions suivantes:  
Le modèle fondamental de Harrod-Domar repose sur des hypothèses très rigides.

En effet, on suppose que le coefficient de capital  $v = K/Y$  est une constante technique qui paraît échapper à l'influence des forces économiques. Aussi la propension à épargner ( $s$ ) est supposée décrire les habitudes de consommation des agents économiques.

Enfin, la condition de plein emploi de la main d'oeuvre suppose que la demande de travail croisse au taux constant,  $n$ .

Il n'y a donc aucune raison pour que la relation  $s/v=n$  soit vérifiée.

La réalisation de la condition  $g=s/v=n$  est incertaine en raison de la rigueur des hypothèses posées, c'est-à-dire de la constance des trois paramètres.

La croissance économique avec plein-emploi du travail et du capital est peu probable et l'économie a toutes chances d'aboutir à l'une des deux situations suivantes:

a) Le taux de croissance garanti est supérieur au taux de croissance naturel:  $g=s/v>n$ , c'est-à-dire dans ce cas que le produit  $Y$  et le stock de capital ( $K$ ) se développent plus vite que l'offre de travail ( $L$ ). Cela signifie que l'épargne et l'investissement sont tels que, chaque année, le stock d'outillages s'accroît davantage qu'il n'est nécessaire pour équiper les travailleurs supplémentaires.

b) Le taux de croissance garanti est inférieur au taux de croissance naturel:  $g=s/v<n$ ; autrement dit, l'offre de travail augmente plus rapidement que le produit et le stock de capital; l'épargne et l'investissement sont donc insuffisants pour équiper les nouveaux travailleurs: la proportion de chômeurs dans la population active s'accroît continuellement.

Pour rapprocher le modèle de la réalité, il faut que l'une au moins des trois grandeurs ( $s, v, \text{ou } n$ ) ne soit pas constante.

Examinons dans la suite ce qui en est d'un modèle de type néo-classique

### 3.2 La fonction de production néo-classique de Cobb-Douglas

Dans les analyses théoriques et pratiques de la croissance, on a souvent recours à la fonction de Cobb-Douglas.

$$Y = A e^{rt} K^{\mu} L^{1-\mu} \quad (1)$$

où  $\mu$  est un paramètre positif mais inférieur à l'unité, qui représente l'élasticité de la production par rapport au capital; il mesure la variation relative (en pourcentage) de la production résultant d'une variation relative donnée de la quantité employée de capital.

De même, la grandeur  $(1-\mu)$  représente l'élasticité de la production par rapport au travail.

Le terme  $e^{rt}$  est un indice du changement des techniques de production,  $r$  est le taux des améliorations techniques et  $t$  le temps.

$A$  est un coefficient de dimension dépendant des unités dans lesquelles sont mesurés les facteurs.

Cette fonction contient des hypothèses fondamentales qui présentent des particularités économiques.

a) La constance des rendements d'échelle. C'est une fonction homogène de degré un en capital et en travail. Cette particularité traduit le phénomène des rendements constants à l'échelle: si les quantités utilisées de travail et de capital changent, la production changera aussi dans les mêmes proportions.

Ça rejoint donc le modèle Harrod-Domar du fait de la fixité des coefficients de la fonction de production.

(1) Jacques Lecaillon: la croissance économique édition Cujas, Paris, 1972, p. 53

b) La décroissance des productivités marginales du capital et du travail.

Si par exemple, l'offre de travail est donnée, des additions successives et égales au stock de capital (c'est-à-dire une combinaison productive de plus en plus capitaliste) procureront normalement des additions successives de plus en plus faibles au volume de la production soit que:

$$\frac{\partial Y}{\partial K} = u(Y/K) \quad \text{et} \quad \frac{\partial Y}{\partial L} = (1-u)Y/L$$

En conséquence, si l'on augmente la quantité de capital employée à la production en laissant inchangée la quantité de travail, la production devient plus capitaliste.

Le rapport  $\frac{K}{Y} = v$  cesse d'être constant, il s'élève, son inverse  $\frac{Y}{K}$  diminue, tout comme le produit marginal physique du capital,  $\mu \frac{Y}{K}$ .

Il en sera de même en ce qui concerne le travail. Les produits marginaux des deux facteurs sont donc bien décroissants. Dans un but de simplification, nous considérerons que le progrès technique est neutre.

### Taux de croissance d'équilibre

Partant de la fonction de production de Cobb-Douglas et de ses propriétés, on peut déterminer le taux de croissance d'équilibre.

si  $Y = A e^{rt} K^\mu L^{1-\mu}$

$$\frac{\Delta Y}{Y} = r + \mu \frac{\Delta K}{K} + (1-\mu) \frac{\Delta L}{L} \quad (1)$$

où  $\frac{\Delta Y}{Y}$  est le taux de croissance en pourcentage du produit global.

(1) Dubois et Malinvaud: Sources et origines de la croissance française au milieu du XXe siècle, Paris, INSEE, 1965

$r$ : le taux d'amélioration des techniques de production.

$\frac{\Delta K}{K}$ : le taux de croissance en pourcentage du stock de capital.

$K$

$\frac{\Delta L}{L}$ : le taux de croissance en pourcentage de l'offre de travail.

$L$

$\mu$  et  $(1-\mu)$  sont respectivement les élasticités de la production par rapport au capital et au travail.

L'épargne nette ( $S$ ) étant une fraction constante ( $s$ ) du revenu, le maintien du plein emploi exige que l'investissement net ( $I$ ) soit égal à l'épargne issue du revenu de plein-emploi.

$$I=S=sY$$

Il en résulte que le taux de croissance du capital tend à égaler le taux de croissance du produit. Donc  $\frac{\Delta Y}{Y} = \frac{\Delta K}{K}$

$Y$   $K$

Alors, le taux de croissance du produit par période devient donc:

$$\frac{\Delta Y}{Y} = r + \mu \frac{\Delta Y}{Y} + (1-\mu) \frac{\Delta L}{L}$$

$$\frac{r}{1-\mu} + \frac{\Delta L}{L}$$

Donc,  $g = r/1-\mu + n$

Ainsi, on peut remarquer que le taux de croissance d'équilibre est une fonction du taux de progrès technique ( $r$ ), du taux de croissance naturel ( $n$ ) et de l'élasticité de la production par rapport au capital ( $\mu$ ).

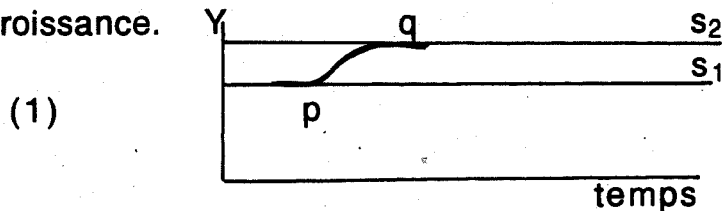
Le coefficient  $\mu$  étant une constante, on peut donc dire que le taux de croissance de l'offre de travail et le progrès technique déterminent conjointement le taux de croissance du produit et du capital.

Si on se tient du côté du modèle néo-classique, on remarque alors que le taux de croissance d'équilibre ( $g$ ) est indépendant de la propension à épargner ( $s$ ). C'est dire qu'une élévation du taux d'épargne n'est pas susceptible d'augmenter de façon durable le taux de croissance de l'économie. Sur ce point, le modèle de croissance de type néo-classique se sépare radicalement du modèle Harrod-Domar.

Une élévation de la propension à épargner, et donc de la fraction du revenu qui est investie, entraîne bien une augmentation du taux de croissance du capital et du produit; mais dans le modèle néo-classique, cette augmentation n'est que temporaire en raison de la loi de décroissance des productivités marginales des facteurs: si le stock de capital se développe plus rapidement que l'offre de travail efficient, le produit marginal physique du capital tend à diminuer jusqu'à ce que le capital et le produit croissent de nouveau au même taux que le travail efficient. Un accroissement de la propension à l'épargne ne peut donc pas élever le taux de croissance de l'économie d'une manière permanente. Cependant, la propension à épargner intervient dans la détermination du coefficient de capital puisque, à l'équilibre on a:  $v=s/g$

En conséquence, si pour une raison quelconque, la propension à épargner augmente, elle provoque un accroissement proportionnel du coefficient de capital d'équilibre.

Si nous comparons deux économies ayant des taux de croissance d'équilibre égaux, mais des propensions à épargner différentes, l'économie ayant la propension à épargner la plus élevée aura le coefficient de capital le plus haut, et, puisqu'elle a accumulé le plus de capital, le plus grand sera le volume de production. La propension à épargner exerce donc une influence sur le niveau du revenu, bien qu'elle ne détermine pas son taux de croissance.



(1) Patrick et Sylviane Guillaumont: Stratégies de développement comparées. Economica, Paris, 1988, p. 353

Les droites  $s_1$  et  $s_2$  ( $s_2 > s_1$ ) représentent deux sentiers de croissance équilibrée. Le parallélisme de ces droites indique que le taux de croissance d'équilibre est le même dans les 2 cas; la seule différence est que le sentier  $s_2$  décrit une économie dans laquelle la propension à épargner, le coefficient de capital et le niveau du revenu sont plus élevés que dans l'économie suivant le sentier  $s_1$ .

Dans la période intermédiaire correspondant au passage de la situation  $s_1$  à la situation  $s_2$ , le taux de croissance s'élèvera, le produit global suivant alors le sentier  $pq$  qui n'est pas un sentier d'équilibre. Donc, le niveau ultime du coefficient de capital, du produit global et du produit par tête dépendent de la valeur de la propension à épargner dans l'économie considérée.

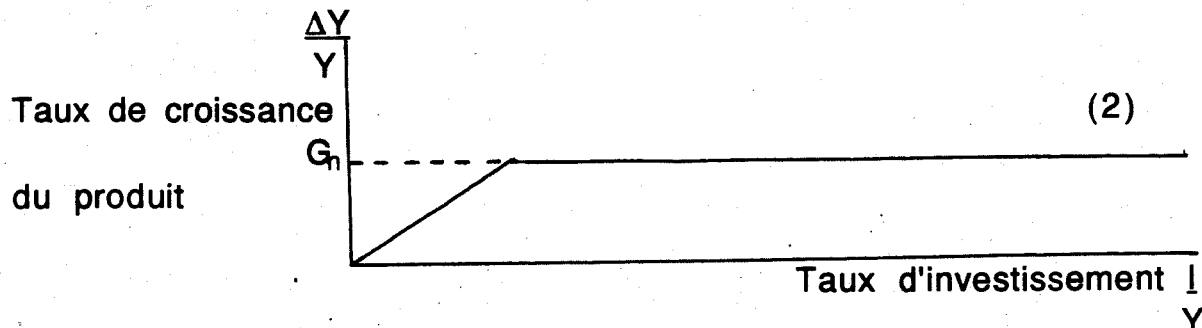
### 3.3 La relation épargne et investissement

#### Le concept de capacité d'absorption

La notion de capacité d'absorption exprime un ensemble de limites à la transformation de capitaux disponibles ou mobilisable en capital réel utile au développement (1).

Dans l'analyse macroéconomique, on définit la capacité d'absorption comme le taux maximum d'investissement réalisable sans que le taux de croissance cesse d'augmenter; la fonction de production de type Harrod-Domar précédemment présentée en fournit l'illustration.

L'accroissement des taux d'investissements est productif jusqu'au taux naturel ou maximum de croissance ( $G_n$ ) (1).



(1) Patrick, Guillaumont, Économie du développement, Tome 2. P.U.F., 1985, p. 58

Ainsi définie, la capacité d'absorption doit être rapprochée des notions d'optimum d'épargne et d'optimum d'investissement. L'optimum d'investissement peut être défini comme le maximum d'investissement générateur de développement. L'investissement agit donc sur le développement par son orientation. Si nous affirmons que l'investissement conduit au développement, cela ne va pas sans qu'il y ait des limites ou des hypothèses. Il en est de même quant aux propos sur l'épargne en ce qui est de sa contribution à la croissance économique.

En effet, dans certaines circonstances, le "paradoxe de l'épargne" peut se justifier. C'est-à-dire qu'une épargne plus forte peut avoir des résultats contraires aux effets recherchés si elle ne s'accompagne pas d'une hausse équivalente des dépenses d'investissements.

De même, les effets multiplicateurs et accélérateurs de l'investissement varient selon la structure de l'économie en question.

Pour bien expliquer ce phénomène, nous allons considérer les effets multiplicateurs des investissements dans le cas d'une économie développée en comparaison à une économie sous-développée.

#### **a) Le cas d'une économie développée**

Dans une économie dite développée, les différents secteurs sont suffisamment industrialisés et fortement intégrés. L'essentiel de la production est le fait des forces productives de la nation. La part de l'importation est réduite.

Pour illustrer cela, partons d'un exemple chiffré d'une économie fictive.

(1) Patrick, Guillaumont, OP.Cit., p. 86

(2) P. Salles et J. Wolff: Croissance et développement, Faits et analyse, Paris, Dunod, 1970, p. 27

Supposons qu'un pays A fasse un investissement autonome de 1,000 millions. Cet investissement amène une commande de biens d'équipement, il entraîne également une distribution de nouveaux salaires, ce qui entraîne à son tour une demande de biens de consommation sur le marché. Si la propension marginale à consommer dans le pays en question est de par exemple  $\frac{4}{5}$ , il s'en suivra que:

$\frac{4}{5}$

$\frac{4}{5}$  de 1 milliard seront consommés,  $\frac{1}{5}$  seront épargnés.

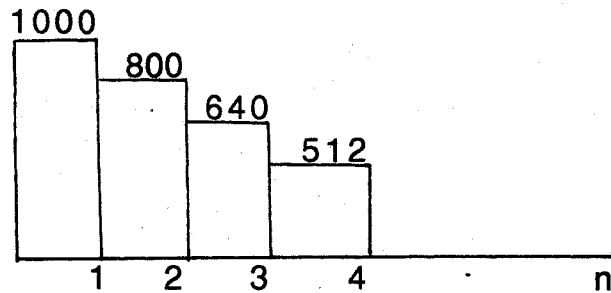
Soit alors un montant de la consommation de 800 millions et une épargne de 200 millions.

Compte tenu de la propension marginale à consommer,  $\frac{4}{5}$  de 800

millions vont provoquer une nouvelle demande de biens sur le marché. Il faudra donc de nouveaux investissements pour faire face à la demande, d'où une nouvelle distribution de revenus.

Le produit national augmenterait chaque fois si le processus continuait comme suit:

|              |   |                |
|--------------|---|----------------|
| 1ere tranche |   | 1,000 millions |
| 2e tranche   | $1000 \times \frac{4}{5} =$                         | 800 millions   |
| 3e tranche   | $(1000 \times \frac{4}{5}) \frac{4}{5} =$           | 640 millions   |
| 4e tranche   | $(1000 \times (\frac{4}{5})^2 \times \frac{4}{5} =$ | 512 millions   |



on constate qu'au premier investissement autonome fait suite une série d'investissements augmentant le produit national.

Nous avons donc une progression géométrique dont le premier terme est 1000 millions et la raison  $q = \frac{4}{5}$

La somme de (n) premiers termes d'une telle progression peut-être calculée comme suit:

$$(1) \quad S = 1 + 1q + 1q^2 + \dots + 1q^{n-1}$$

$$(2) \quad q.S = q + q^2 + q^3 + \dots + q^n$$

$$(1) \text{ et } (2) \quad S - qS = 1 - q^n$$

$$S(1 - q) = 1 - q^n$$

$$S = \frac{1(1 - q^n)}{1 - q}$$

Dans le cas de l'exemple on aurait:

$$S = 1000 \times \frac{1 - \left(\frac{4}{5}\right)^n}{1 - \frac{4}{5}} = 1000 \times 5 = 5000$$

Nous voyons que la série d'investissements successifs consécutifs à l'investissement autonome initial a accru le produit national de 5 000 au lieu de 1 000.

Ce coefficient  $5=k$  est appelé multiplicateur des investissements. L'ensemble des effets est appelé effets multiplicateurs des investissements. Ce processus de multiplication a été rendu possible par le fait que l'économie est développée pour répondre chaque fois à la demande de biens d'équipement et de biens de consommation. Au phénomène de multiplication s'ajoute le phénomène de l'accélération des investissements.

L'augmentation du produit national crée des effets d'entraînement et d'incitation à investir pour faire face à la poussée qui se manifeste dans les différents secteurs. Cette incitation à investir pousse l'État et les entreprises à investir à nouveau. Pour financer ces investissements, on peut mobiliser les épargnes nées durant le processus de multiplication à cause de la propension marginale à épargner.

Les investissements nés de cette façon sont dits investissements induits qui viennent grossir l'investissement autonome ou primitif.

La question qui se pose est de savoir si cette situation reflète la réalité. La réponse serait négative parce que dans la réalité il y a plusieurs facteurs économiques et politiques qui empêchent ce schéma de se réaliser normalement. Il faut que des forces productives soient disponibles à cet effet.

De tels effets bénéfiques ne se produisent pas dans un pays sous-développé comme nous allons le voir dans ce qui suit.

b) Cas d'une économie sous-développée

On a indiqué que le processus de multiplication des investissements est possible dans les économies développées parce qu'elles peuvent répondre chaque fois à la demande de biens d'équipement et de biens de consommation.

Pour les économies des pays sous-développés, les effets multiplicateurs et accélérateurs des investissements sont presque nuls. Cela résulte de la faiblesse du capital, et aussi de la dépendance extérieure de ces économies tant sur le plan des investissements que de la consommation.

En effet, en raison de la faiblesse et de la non mobilisation de l'épargne interne, les investissements sont financés par des sources externes. Étant donné que d'une façon générale, le marché local dans ces économies ne peut pas fournir tous les biens d'équipement, l'approvisionnement se fait dans les pays pourvoyeurs de fonds. Ce sont donc les industries de ces économies développées qui sont stimulées, augmentent leur capital, leur production, distribuent des revenus. Par conséquent, les industries des pays sous-développés ne connaissent pas de poussée, d'où l'effet multiplicateur et accélérateur est presque nul.

On ne doit pas par ailleurs ignorer l'apport du financement extérieur dans le développement des pays pauvres. Mais la nécessité d'épargner pour les pays en voie de développement découle de la nécessité pour ces pays de former du capital national en vue de la croissance accélérée. La formation du capital national est indispensable pour l'accroissement de la production en vue de satisfaire les besoins des populations.

Ainsi, avec cette première partie de notre analyse, il nous semble qu'en définitive, le taux de croissance paraît dépendre du volume de l'épargne disponible, ainsi que de l'usage qui en est fait.

Cela nous amène à examiner dans la deuxième partie du travail, la part de l'épargne dans le processus de croissance économique du Burundi.

**2e Partie: L'épargne dans le processus de croissance économique du Burundi**

**Section 1 Le cadre macroéconomique du Burundi**

**1.1 Traits généraux de l'économie du Burundi**

L'économie du Burundi se caractérise à grands traits par un revenu très bas et un secteur monétarisé relativement limité. Le PNB par habitant du Burundi estimé à 220\$ en 1989 (1) était légèrement supérieur à celui des pays d'Afrique subsaharienne (210\$) mais sensiblement inférieur à la moyenne des pays à faible revenu (260\$) (2).

Cette faiblesse du revenu par tête s'explique par la croissance modeste de la production qui reste inférieure au taux d'expansion de la population.

Avec un taux de croissance annuel moyen de 3.5% de 1989-2000 (3) le Burundi est classé parmi les pays à plus forte expansion démographique du continent.

La prédominance du secteur agricole caractérisé par une forte autoconsommation explique la faible monétarisation de l'économie burundaise. Le secteur rural qui occupe 85% de la population active et dégage en moyenne 60% du PIB est caractérisé par une faible productivité et une forte autoconsommation. Cette économie reste fortement tributaire de l'évolution du secteur primaire largement dominé par l'agriculture vivrière. Ce secteur connaît un faible taux de commercialisation qui est une des causes de la faiblesse des revenus monétaires de la population rurale.

(1) Banque mondiale: Rapport sur le développement dans le monde, 1990, p. 226

(2) Ministère à la Présidence chargé du plan. Économie burundaise en 1984, p.12

(3) Banque mondiale. Op.cit. p. 276

Le développement du Burundi se heurte à la grave pénurie en ressources, lesquelles subissent une forte pression d'une population en expansion. La croissance démographique pose déjà de sérieux problèmes de terres cultivables, de valorisation et d'emploi.

La faiblesse des ressources intérieures se traduit par un recours de plus en plus important à l'étranger dans le financement du développement. L'épargne dégagée par l'économie intérieure reste largement insuffisante étant donné le niveau d'investissement que nécessitent les programmes de développement.

L'écart croissant entre le taux d'épargne nationale et le taux d'investissement se traduit par l'accroissement de la part relative des ressources extérieures dans le financement des investissements.

Malgré le caractère relativement modéré du service de la dette, on remarque une certaine tendance à la hausse. En effet, le total du service de la dette est passé de 4.5% à 24.7% des recettes d'exportation entre 1977 et 1985 (1) et à 32.9% en 1989 (2).

## 1.2 Évaluation récente de l'économie

Au début de la décennie des années 1970, l'économie du Burundi a connu une croissance modeste. Entre 1980 et 1989, le PIB s'est accru au taux réel de 3.1% par an qui est légèrement inférieur au taux d'expansion de la population. Compte tenu de l'accroissement démographique moyen de 3.5% par an, le revenu par tête de la population rurale a augmenté de 1.4% en moyenne (1.9% pour le pays dans son ensemble).

(1) Ministère à la Présidence chargé du plan. Op.Cit., p. 34

(2) Banque mondiale op.cit., p. 272

Le 5e plan quinquennal (1) 1988-1992 prévoit que le PIB au coût des facteurs et en termes réels augmentera de 5% en moyenne par an. Ce plan prévoit aussi que cette croissance de la production nationale entraînera une augmentation sensible du revenu par habitant qui passera de 200\$ E.U. en 1987 à 245\$ E.U. en 1992.

### **1.3 Le climat des investissements**

Le climat des investissements est le résultat de la conjoncture économique et politique du pays qui détermine l'attitude des investisseurs. La stabilité politique du pays est toujours citée comme un élément essentiel d'incitation des investisseurs étrangers qui trouvent au Burundi la garantie de leurs fonds et de leurs affaires. Malgré les difficultés qu'éprouve le pays au niveau des réserves de change, la Banque centrale fournit autant que possible aux agents économiques les moyens nécessaires aux règlements de leurs opérations avec l'étranger. Il y a donc lieu de conclure que le climat des investissements au Burundi est favorable aux investissements.

Nous venons de dresser le profil général de l'économie du Burundi. Au cours du Ve plan, le Burundi s'est fixé comme objectif d'assurer au peuple burundais, et ce, à l'an 2000, les conditions minimales d'alimentation, de vie décente et d'éducation de base. Le secteur rural est présenté comme étant le domaine de concentration, et pour cela il bénéficiera de plus de 30% des ressources programmées.

C'est donc dans cet environnement que nous voulons analyser la capacité d'autofinancement du pays par le biais de l'épargne des ménages.

(1) République du Burundi: IVe Plan quinquennal 1983-1987

## **Section 2      Le niveau micro-économique: le budget des ménages Burundais**

### **2.1 Les ménages ruraux**

#### **La démographie**

Le ménage rural burundais est généralement petit et a le plus souvent un homme à sa tête comme chef de ménage. Les trois quarts (77%) des ménages ruraux ont 1 à 7 membres, seulement 20% ont 8 à 10 membres. En moyenne, le ménage rural se compose approximativement de 3.9 adultes (c'est-à-dire âgés de plus de 15 ans) et de 3.5 enfants (de 0-14 ans).

Les dimensions d'un ménage varient d'une région à une autre, mais pas de façon significative. Les migrations dans les ménages ruraux ne sont pas très prononcées. Cependant on remarque un grand mouvement d'exode rural à la quête des emplois vers les villes. On ne pourrait donc pas qualifier ces mouvements de la population des milieux ruraux vers les villes comme des migrations, mais appelons-les des "absences", parce qu'ils sont temporaires.

Ainsi, la grande part des "absents" c'est-à-dire 69% sont des hommes, et sont absents pour une moyenne de 6 mois. D'autres absences dans les ménages ruraux sont dûes aux études (22%), aux emplois salariés (21%).

#### **L'éducation**

Le niveau de formation moyen pour la population rurale est de 3.5 ans pour les hommes et de 2.9 ans pour les femmes.

Les femmes ont un niveau de formation inférieur par rapport aux hommes. Le degré d'éducation varie d'une région à une autre et ceci pour des raisons multiples dont l'environnement économique de chaque région.

**Les ressources: Production agricole et autres sources de revenus ruraux**

**1. Principales activités économiques**

Toutes les études sur le Burundi ont indiqué que l'agriculture est l'activité économique principale de la population rurale. Cependant d'autres activités d'importance relative existent telles que: travail salarié, commerce, élevage, pêche. Il y a une petite différence régionale dans la façon dont la population rurale gagne sa vie.

On peut ajouter qu'il y a des activités spécifiques aux hommes et d'autres aux femmes.

On peut l'observer sur le tableau qui suit:

Principales activités économiques par sexe et par âge (en %)

|                 | Total Adultes | Total enfants | Adultes hommes | Adultes femmes |
|-----------------|---------------|---------------|----------------|----------------|
| Agriculture     | 63            | 3             | 57             | 70             |
| Commerce        | 2             | 0             | 2              | 3              |
| Élevage         | 1             | 0             | 1              | 1              |
| Pêche           | 1             | 0             | 1              | 0              |
| Travail salarié | 12            | 2             | 14             | 9              |
| Artisanat       | 2             | 0             | 3              | 1              |
| Études          | 8             | 46            | 11             | 4              |
| Inactifs        | 7             | 47            | 7              | 6              |
| Autres          | <u>4</u>      | <u>2</u>      | <u>5</u>       | <u>3</u>       |
|                 | 100           | 100           | 100            | 100            |

Adultes=15 ans et plus; enfants=0-14 ans.

Sources: Ministère du plan: Service national des Études et Statistiques - Enquête budget-consommation des ménages ruraux 1988.

## 2. Niveau et distribution du revenu

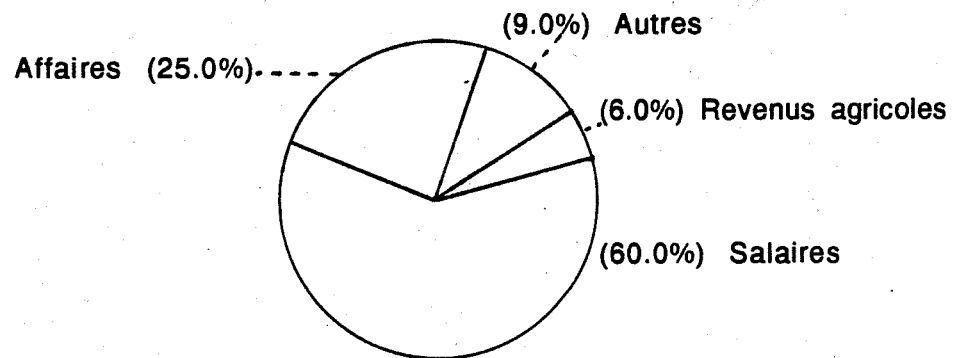
Les données révèlent que le revenu rural est inégalement réparti. Le quintile le plus riche absorbe 80% du total du revenu, alors que le plus pauvre n'en dispose que de 2%.

Il y a des différences profondes dans les revenus ruraux selon les régions.

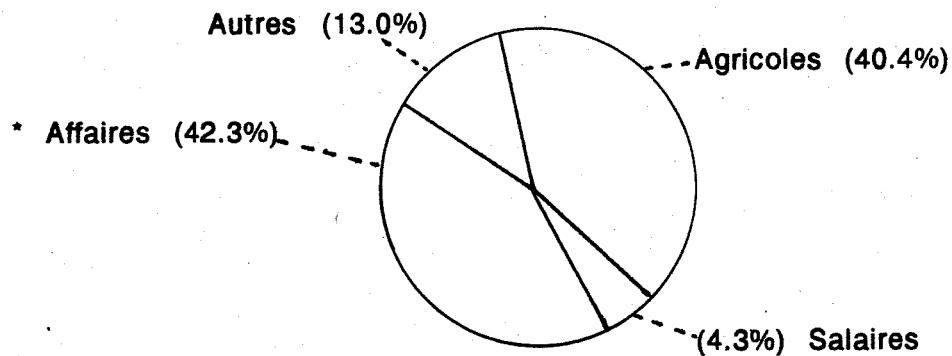
Aussi, les données révèlent que les revenus salariaux sont nettement plus importants.

### Différentes sources de revenus

#### a) Pour les ménages riches



#### b) Tous les autres ménages



\*Les affaires regroupent les artisans et les travailleurs indépendants.

Une étude a été menée sur un échantillon de 339 ménages par quatre groupes de revenu (revenu bas, moyennement bas, moyennement élevé, élevé) et on a révélé les résultats suivants: (en francs BU))

| Groupes du revenu        | Revenus<br><u>bas</u> | Revenus<br><u>bas moyen</u> | Revenus<br><u>élevés moyen</u> | Revenus<br><u>élevés</u> | Total        |
|--------------------------|-----------------------|-----------------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------|
| <u>Nombre de ménages</u> | <u>85</u>             | <u>85</u>                   | <u>85</u>                      | <u>84</u>                | <u>339</u>   |
| Agricole                 | 4,106                 | 11,630                      | 24,806                         | 28,766                   | 17,328       |
| Salariaux                | 0                     | 969                         | 7,371                          | 300,509                  | 77,212       |
| Affaires                 | 3,189                 | 13,454                      | 32,237                         | 113,257                  | 40,534       |
| Autres                   | <u>1,387</u>          | <u>4,058</u>                | <u>6,786</u>                   | <u>3,710</u>             | <u>3,985</u> |
| Total<br>du revenu moyen | 8,681                 | 30,111                      | 70,203                         | 446,243                  | 139,060      |

Sources: Ministère du plan: Service national des Études et Statistiques, op.Cit.

De ce tableau on peut tirer que, le revenu des ménages burundais est inégalement réparti. La source de revenu pour les ménages pauvres est l'agriculture. Alors que les salaires constituent la source principale de revenu pour les ménages riches. On peut signaler que les affaires comme source de revenu occupent une faible part. Ce qui cache un manque de dynamisme dans le circuit de flux de revenus.

#### Les dépenses des ménages ruraux

L'approvisionnement en aliments, boissons et autres fournitures compte pour plus de la moitié des dépenses des ménages ruraux.

Le coût en investissements dans la production agricole représente 18% des dépenses annuelles d'un ménage rural.

D'autres dépenses varient d'une période à une autre, et peuvent être observées dans le tableau qui suit:

Dépenses annuelles des ménages (Année 1988: en Fr Bu)

| <u>Articles</u>                            | <u>Dépenses annuelles</u> | <u>Pourcentage total</u> |
|--|---------------------------|--------------------------|
| Alimentation                               | 83,156.32                 | 42.5%                    |
| Alimentation de commerce                   | 14,940.96                 | 7.6%                     |
| Fourniture de ménage (habillement compris) | 37,401.52                 | 19.0%                    |
| Coûts de l'habitation                      | 13,217.91                 | 6.7%                     |
| Soins médicaux                             | 1,595.04                  | 0.8%                     |
| Biens de consommation                      | 13,813.37                 | 7.0%                     |
| Frais de scolarité                         | 3,621.94                  | 1.8%                     |
| Taxes                                      | 24,979.00                 | 12.3%                    |
| Dépenses sociales                          | 3,872.49                  | 1.9%                     |
| Total                                      | <u>185,698.55</u>         | <u>100%</u>              |

Sources: Ministère du Plan, o.p. Cit.

Les données présentées dans le tableau ci-dessus relèvent d'un échantillon de 338 ménages. Cet échantillon englobe les ménages à revenu relativement élevé (des salariés) et d'autres à bas revenus.

Bien que toutes ces dépenses ne sont pas occasionnées par des opérations d'échange commerciales elles sont toutes estimées sur base d'un prix courant du marché.

Il ressort donc du tableau que l'alimentation absorbe à elle seule 50.1% des dépenses globales.

Dans la grille des dépenses d'un ménage rural burundais, il est intéressant de noter la part des dépenses sociales. Ce genre de dépenses occupe 1.9% du budget alloué à la consommation, nous en présentons ici le détail.

### Dépenses sur "des occasions sociales"

| Type de dépense | Dépense moyenne (en FBU) |
|-----------------|--------------------------|
| Levée de deuil  | 2,233.73                 |
| Naissance       | 305.06                   |
| Mariage         | 1,169.82                 |
| Baptême         | <u>163.88</u>            |
|                 | 3,872.49                 |

La part des dépenses sociales bien qu'elle absorbe une faible proportion du budget est importante dans les prévisions annuelles des ménages. En effet, un ménage rural burundais épargne surtout pour des raisons de précautions. Pour cela, la propension marginale à consommer de chaque ménage sera fonction des attentes en ce qui est de ces occasions sociales, ou aux conditions climatiques quant aux prévisions sur la récolte.

L'analyse sur les ressources et les dépenses des ménages ruraux au Burundi nous amène à tirer les conclusions suivantes:

- Le revenu d'un ménage rural provient pour une large part des ressources agricoles et il est saisonnier.
- Le ménage rural investit seulement environ 1/5 de son revenu et ceci dans la production vivrière.
- Il existe une certaine disparité régionale quant à la répartition du revenu, et cela est dû principalement à la diversité de cultures vivrières.

## **2.2 Les ménages urbains**

### **La démographie**

Les dimensions d'un ménage urbain se rapprochent de celles d'un ménage rural. Un ménage urbain se compose en moyenne de 6.4 membres dont 4.1 adultes et 2.3 enfants (entre 0-14 ans) (1).

### **L'éducation**

Comme dans la population rurale, les hommes passent plus de temps à l'école que les femmes. Les femmes ont en moyenne un niveau de formation de 5.5 ans comparé à 6.8 ans pour les hommes.

### **Les sources de revenu**

### **Les principales activités économiques**

Un quart de la population adulte est chômeur. L'occupation commune est la profession de "domestique" qui occupe 12.6% de la population, principalement des hommes.

L'artisanat (tailleurs, maçons) occupe 1%, d'autres activités telles que techniciens, mécaniciens et autres travailleurs qualifiés embauchent 9.7% des adultes, principalement des hommes. 8% sont engagés dans les différents niveaux de commerce.

Les occupations professionnelles (médecins, bureaucrates, enseignants) emploient approximativement 9%. Il est important d'indiquer que plus de la moitié de ces professionnels sont des femmes (58%), qui travaillent spécialement dans les bureaux, dans l'enseignement, et comme techniciennes médicales.

(1) Phillips, L. "A household budget survey, " World Bank, Bujumbura, Burundi, 1987

On pourrait compiler les sources de revenu par activité dans un seul tableau. On a regroupé les ménages en 4 groupes par niveau de revenu. chaque groupe est composé de 27 ménages (+108 ménages au total).

**Le revenu moyen d'un ménage urbain (résultats pondérés)**

| Revenus      | Bas Revenus   | Bas revenus moyens | hauts revenus moyens | Hauts revenus    | Tous           |
|--------------|---------------|--------------------|----------------------|------------------|----------------|
| agricole     | 578           | 11,857             | 8,793                | 30,065           | 12,823         |
| salarial     | 5,111         | 90,089             | 335,222              | 922,356          | 338,194        |
| d'affaires   | 12,133        | 53,319             | 102,806              | 589,464          | 189,432        |
| Autres       | 741           | 1,000              | 6,074                | 180,963          | 47,194         |
| <b>Total</b> | <b>18,563</b> | <b>156,266</b>     | <b>452,895</b>       | <b>1,722,847</b> | <b>587,643</b> |

Source: Elisabeth Adelski and Nancy Rosen, Getting and Spending: Household Economy in Rural Burundi, 1990, p. 92.

**Pourcentage du revenu des différentes activités**

| Revenus      | Bas Revenus | Bas revenus moyens | hauts revenus moyens | Hauts revenus | Tous       |
|--------------|-------------|--------------------|----------------------|---------------|------------|
| agricole     | 3           | 7                  | 2                    | 2             | 2          |
| salarial     | 28          | 58                 | 74                   | 53            | 58         |
| d'affaires   | 65          | 34                 | 23                   | 34            | 32         |
| Autres       | 4           | 1                  | 1                    | 11            | 8          |
| <b>Total</b> | <b>100</b>  | <b>100</b>         | <b>100</b>           | <b>100</b>    | <b>100</b> |

Source: Elisabeth A. and Nancy R.: op. cit., p. 93

En analysant les données du tableau, on constate que chaque groupe de revenu a une source de revenu principale.

On remarque aisément que l'agriculture contribue pour peu aux ménages urbains. Il pourrait sembler un peu paradoxal que les affaires rentrent dans le budget des ménages urbains pour 32%. Cela peut se comprendre, parce que l'échantillon choisi englobe majoritairement les petites affaires d'un commerce de détail.

Aussi, la grande part des ménages urbains est constituée par des fonctionnaires. Le tableau fait ressortir une disparité au niveau de la distribution du revenu. Les ménages riches ont plus que 93 fois le revenu moyen des ménages pauvres.

### Les dépenses des ménages urbains

#### Dépenses annuelles estimées des ménages urbains (en FBU)

|                                       | <u>Dépenses<br/>annuelles</u> | <u>Pourcentage du<br/>total</u> |
|---------------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|
| Denrées principales<br>(Alimentation) | 271,232                       | 36.0                            |
| Alimentation de commerce              | 117,728                       | 15.6                            |
| Habillement                           | 53,016                        | 7.0                             |
| Coûts d'habitation                    | 117,380                       | 15.6                            |
| Soins médicaux                        | 42,192                        | 5.6                             |
| Biens de consommation                 | 18,682                        | 2.4                             |
| Frais de scolarité                    | 7,500                         | 1.0                             |
| Frais réguliers (taxes . . . )        | 58,566                        | 7.8                             |
| Fournitures de ménage                 | 51,896                        | 7.0                             |
| Dépenses sociales                     | <u>14,958</u>                 | <u>2.0</u>                      |
| Total des dépenses estimées           | 753,150                       | 100.                            |

Source: Elisabeth A. and Nancy R., op, cit. p. 103

Il ressort du tableau que tout comme dans le cas des ménages ruraux, les principales dépenses vont dans l'alimentation de base (51.6%). Le logement constitue aussi une bonne part des dépenses.

## Analyse comparative

### Revenu rural-urbain des différentes activités économiques

|                     | <u>Bas</u><br><u>revenus</u> |            | <u>Bas revenus</u><br><u>moyens</u> |            | <u>Hauts revenus</u><br><u>moyens</u> |            | <u>Hauts</u><br><u>revenus</u> |            | <u>Total</u> |            |
|---------------------|------------------------------|------------|-------------------------------------|------------|---------------------------------------|------------|--------------------------------|------------|--------------|------------|
|                     | <u>R</u>                     | <u>U</u>   | <u>R</u>                            | <u>U</u>   | <u>R</u>                              | <u>U</u>   | <u>R</u>                       | <u>U</u>   | <u>R</u>     | <u>U</u>   |
| Revenu agricole     | 47                           | 3          | 39                                  | 7          | 35                                    | 2          | 6                              | 2          | 12           | 2          |
| Revenu salarial     | 0                            | 28         | 3                                   | 58         | 10                                    | 74         | 67                             | 53         | 56           | 58         |
| Revenu des affaires | 37                           | 65         | 45                                  | 34         | 45                                    | 23         | 26                             | 34         | 29           | 32         |
| Autres              | 16                           | 4          | 13                                  | 1          | 10                                    | 1          | 1                              | 11         | 3            | 8          |
|                     | <u>100</u>                   | <u>100</u> | <u>100</u>                          | <u>100</u> | <u>100</u>                            | <u>100</u> | <u>100</u>                     | <u>100</u> | <u>100</u>   | <u>100</u> |

R: Rural  
U: Urbain

Les données du tableau sont regroupés en 4 classe de revenu. Elles sont le résultat d'une étude sur un échantillon de 108 ménages. Le premier groupe est considéré comme la classe à bas revenu, les groupes 2 et 3 sont les classes à revenu moyen, et le groupe 4 représente la classe à revenu élevé.

Il ressort donc du tableau que, d'une façon générale, une bonne part du revenu provient des salaires que ce soit pour les ménages ruraux ou les ménages urbains. Pour les ménages ruraux à bas revenu, le revenu salarial est nul. On peut aussi remarquer que, bien que l'agriculture soit génératrice de revenu pour les ménages ruraux, elle n'est pas très fructueuse parce que les ménages qui en bénéficient se retrouvent dans la classe à bas revenu.

On pourrait faire la même analyse pour les dépenses.  
Dépenses annuelles estimées (rural-urbain en pourcentage)

|                               | <u>Urbain</u> | <u>Rural</u>                        |
|-------------------------------|---------------|-------------------------------------|
| Denrées principales           | 36.0          | 42.5                                |
| Alimentation de commerce      | 15.6          | 7.6                                 |
| habillement                   | 7.0           | Inclus dans<br>fourniture de ménage |
| Coûts d'habitation            | 15.6          | 6.7                                 |
| Soins médicaux                | 5.6           | 0.8                                 |
| Biens de consommation         | 2.4           | 7.0                                 |
| Frais de scolarité            | 1.0           | 1.8                                 |
| Frais réguliers (Taxes . . .) | 7.8           | 12.3                                |
| Fourniture de ménage          | 7.0           | 19.0                                |
| Dépenses sociales             | <u>2.0</u>    | <u>1.9</u>                          |
| Total                         | 100           | 100                                 |

On peut observer que l'alimentation constitue la première composante des dépenses des ménages. Il est important d'indiquer que les frais réguliers sont plus élevés dans les ménages ruraux que dans les ménages urbains. Cela est dû à la taxe communale sur les produits commercialisés. Ce qui fait que les produits vivriers (agricoles) sont les premières cibles de cette taxe.

### **2.3 L'épargne des ménages au Burundi**

L'épargne dont il sera question ici est le résidu du revenu après la satisfaction des besoins fondamentaux. Si on se limite à considérer le revenu net global et les dépenses courantes, on serait tenté de conclure que l'épargne des ménages est négative. Si on se réfère aux indications des données de l'échantillon présenté précédemment, on constate que les revenus nets globaux ne parviennent pas à couvrir les dépenses courantes.

En effet, le revenu net annuel d'un ménage rural a été estimé à 139,060 FBU, alors que les dépenses courantes annuelles s'élèvent à 195,698 FBU. De même, pour les ménages urbains, on observe que les revenus tirés des activités habituelles ne couvrent pas les dépenses courantes. Cela signifierait que les ménages seraient contraints d'aliéner une partie de leur patrimoine pour pouvoir survivre.

La conclusion serait donc faussée par le fait que notre échantillon n'est pas représentatif. Pour pouvoir dégager la propension marginale à épargner d'un ménage, nous préférons un échantillon présentant les mêmes sources de revenu, et dont les éléments sont susceptibles de refléter les mêmes habitudes de consommation. Pour cela, nous allons baser notre analyse sur les ménages regroupés en villages.

Nous prendrons six villages à 60 ménages chacun. Partant du revenu global et des dépenses courantes, nous allons pouvoir dégager l'épargne qui sera définie comme un résidu du revenu non dépensé.

Nous pouvons l'observer à partir du tableau suivant:

| Villages<br>(Mugerere) | Revenu global<br>net moyen | Dépenses<br>courantes<br>moyenne | Épargne<br>(moyenne) |
|------------------------|----------------------------|----------------------------------|----------------------|
| V <sub>1</sub>         | 52,460                     | 51,115                           | 1,345                |
| V <sub>2</sub>         | 51,020                     | 51,838                           | -818                 |
| V <sub>3</sub>         | 62,900                     | 55,260                           | 7,640                |
| V <sub>4</sub>         | 107,669                    | 95,288                           | 12,381               |
| V <sub>5</sub>         | 39,263                     | 40,062                           | -799                 |
| V <sub>6</sub>         | 54,678                     | 51,505                           | 3,173                |
| moyenne                | <u>61,332</u>              | <u>57,511</u>                    | <u>3,820</u>         |
| TOTAL                  | 367,990                    | 345,068                          | 22,922               |
| TOTAL EN %             | 100%                       | 94%                              | 6%                   |

Source: Lothar Caviesel ET Fouga Patrick, L'ajustement structurel, l'emploi et la pauvreté au Burundi, Buja, Curdes, 1988

Le tableau précédent fait remonter une certaine proportionnalité entre le niveau du revenu net moyen et le niveau des dépenses courantes moyennes. En considérant l'épargne comme la part du revenu non dépensée, on peut tirer que la propension moyenne à épargner d'un ménage de notre échantillon est de 6%.

Pouvons-nous considérer que ce taux d'épargne représente la capacité d'épargne des ménages du Burundi? La réponse pourrait être affirmative dans la mesure où une étude menée sur les flux monétaires au Burundi dégage un flux monétaire annuel moyen de l'ordre de 60.000 FBU par unité domestique (1).

Dans la suite de notre analyse, nous considérerons donc que la propension marginale à épargner d'un ménage du Burundi est de 6%.

### **Section 3. Le niveau macro-économique: l'épargne et le financement du développement au Burundi**

Plusieurs théoriciens du développement mettent de l'avant l'épargne dans le processus de développement des économies.

À ce sujet, Denis Kessler et Pierre Antoine ULLMO disent que:

"L'épargne doit participer pour une large part à la formation du capital productif, dans la perspective du développement autocentré.  
(2)

L'idée de l'auto-développement des ménages ruraux a été développée par la plupart des économistes du développement. Citons notamment UMA LELE qui décrit le développement rural comme suit:

(1) LOTHAR C. ET FOUGA P., op.cit. p. 75

(2) Denis KESSLER et Pierre ULLMO, Épargne et développement, Colloque Éd., Economica, Paris, 1985, p. 20

"Le développement rural signifie l'amélioration des niveaux de vie de la masse des populations à faibles revenus résidant dans les zones rurales et la possibilité pour elles de maintenir ce développement par ses propres moyens(1)."

Au niveau national, le problème à résoudre pour assurer le développement serait alors celui de la mobilisation d'un montant d'investissement qui suffirait à susciter la croissance du revenu national au rythme que l'on s'était fixé pour objectif.

Ainsi, les recherches effectués dans des nations à revenus intermédiaires comme la Corée, les Philippines et le Mexique indiquent que la croissance des réserves de capital matériel, a représenté dans les dernières années, un quart à un tiers de l'augmentation des revenus (2).

Malcolm Gillis à ce sujet avance que:

"En général, si les pays en voie de développement aspirent à une croissance des revenus individuels réels au moins égale à celle qu'ont connue les pays à revenus intermédiaires à partir de 1965, le taux indispensable de progression globale des revenus devra s'élever à un minimum de 6% par an, sur la base de taux de croissance démographique de 2.5% environ couramment rencontrés dans la dernière décennie (Chine exclue)."

Sans toutefois négliger les autres stratégies de développement, nous allons dans la section qui suit examiner l'incidence de la formation du capital par l'épargne sur le développement du Burundi.

Étant donné l'insuffisance des données sur l'apport relatif du capital à la croissance dans les pays en voie de développement, nous allons baser notre analyse sur le rapport entre l'investissement et l'épargne, et son implication sur le taux moyen de croissance du PIB.

- (1) Uma Lelle, Le développement rural, l'expérience africaine. Éd. Economica, Publication des services de recherche de la B.M., Paris, 1975, p. 10
- (2) Malcolm Gillis: Économie du Développement, Édition universitaires: Balises, De Boeck, 1990, p. 315

### 3.1 Le financement des investissements au Burundi

Dans un pays où le taux d'épargne reste relativement faible, le financement des investissements pose de sérieux problèmes et expose le pays à accroître sa dépendance vis à vis de l'extérieur.

Pour un pays comme le Burundi, il est souhaitable que le taux d'épargne nationale se rapproche du taux d'investissement. Cependant la réalité montre le contraire comme en témoignent les données du tableau suivant:

#### Épargne et Investissement, aux prix courants (en %PIB), de 1980 à 1989

|                              | <u>1980</u> | <u>1981</u> | <u>1982</u> | <u>1983</u> | <u>1984</u> | <u>1985</u> | <u>1986</u> | <u>1987</u> | <u>1988</u> | <u>1989</u> |
|------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Taux d'investissement        | 13.3        | 13.3        | 15.0        | 22.9        | 19.2        | 14.8        | 17          | 20          | 18          | 18          |
| Taux d'épargne<br>intérieure | 0.3         | 5.3         | -1.1        | 8.0         | 4.1         | 5.1         | 9           | 8           | 5           | 5           |

Source: Banque mondiale: Rapport sur le développement dans le monde 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991.

Les données du tableau ci-dessus révèlent un écart croissant entre le taux d'investissement et le taux d'épargne intérieure.

C'est ainsi que tous les plans quinquennaux qui se sont succédés prévoyaient que 50% des investissements fixes devraient être financés par l'extérieur.

Le tableau qui suit indique le bilan du financement des investissements industriels pendant la période du 3e plan (1978-1982).

### Financement des investissements industriels de 1978 à 1982

| Secteur            | Nombre de projet | Investissements |           | Financement        |              |       |
|--------------------|------------------|-----------------|-----------|--------------------|--------------|-------|
|                    |                  | Mn FBU          | en %      | Monnaie locale (%) | Devises en % | Total |
| Secteur public     | 13               | 4550            | 52        | 38                 | 62           | 100   |
| Secteur privé      | 4                | 2270            | 26        | 65                 | 35           | 100   |
| Entreprises mixtes | 31               | 1909            | <u>22</u> | 83                 | 17           | 100   |
|                    |                  |                 | 100       |                    |              |       |

Source Burundi. Ministère à la Présidence chargé du plan. Projet du IVe plan de développement, 1982.

Les données de ce tableau traduisent la prédominance du secteur public dans les investissements industriels. Par ailleurs, tandis que le secteur privé a financé la grande majorité de ses investissements avec des fonds mobilisés sur place, le secteur public a fait largement appel aux ressources étrangères.

### Financement des investissements du Ve plan, (1988-1992) (en Mn FBU, prix constants 1986)

| <u>Source de financement</u>       | <u>en Mn</u>  | <u>En%</u>  |
|------------------------------------|---------------|-------------|
| 1. Extérieur                       |               |             |
| Emprunts extérieurs                | 57,243        | 36.0        |
| Dons extérieurs                    | 24,195        | 15.2        |
| Participation extérieure           | 1,812         | 1.1         |
| <b>Total financement extérieur</b> | <b>83,250</b> | <b>52.3</b> |

## 2. Intérieur

|                                     |                |              |
|-------------------------------------|----------------|--------------|
| *BEI                                | 19,261         | 12.1         |
| Crédit bancaire à l'économie        | 9,392          | 5.9          |
| Fonds propres                       | 11,938         | 7.5          |
| Participation locale                | 1,910          | 1.2          |
| Travaux communautaires              | 795            | 0.5          |
| Ménages                             | 478            | 0.3          |
| <b>Total financement intérieur</b>  | <b>43,774</b>  | <b>27.5</b>  |
| <b>Total intérieur et extérieur</b> | <b>127,024</b> | <b>79.8</b>  |
| <b>Financement inconnu</b>          | <b>32,154</b>  | <b>20.2</b>  |
| <b>Total général</b>                | <b>159,178</b> | <b>100.0</b> |

Source: Burundi: Ve Plan quinquennal de Développement économique et Social 1988-1992, p. 129

\*BEI: Budget extraordinaire d'investissement.

Le programme d'investissement du Ve plan sera réalisé grâce aux apports extérieurs et ressources locales.

Les ressources intérieures couvriront environ 28% (44 MdFBU) de l'ensemble du programme dont environ 12% en provenance du BEI. Le reste sera financé par le secteur privé principalement de fonds propres (8%) et des crédits bancaires (6%).

Le financement extérieur est actuellement estimé à 83 MdFBU, soit environ 52% du programme.

Il est important de signaler que les ménages participent dans le financement des investissements dans une proportion de 0,3% soit 1,1% du financement interne.

### 3.2 Évolution de l'épargne nationale par rapport au PIB. (1982-1987)

|              | <u>1982</u> | <u>1983</u> | <u>1984</u> | <u>1985</u> | <u>1986</u> | <u>1987</u> | <u>moyenne 82-87</u> |
|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----------------------|
| PIB          |             |             |             |             |             |             |                      |
| Commerc.     | 55.3        | 57.1        | 57.4        | 57.2        | 56.4        | 57.0        | 48.6                 |
| PIB          |             |             |             |             |             |             |                      |
| non commerc. | 47.7        | 42.9        | 42.6        | 42.8        | 43.6        | 43.0        | 37.5                 |
| Épargne      |             |             |             |             |             |             |                      |
| intérieure   | -0.9        | 8.1         | 4.6         | 5.0         | 7.4         | 8.9         | 5.5                  |
| Épargne      |             |             |             |             |             |             |                      |
| nationale    | 2.0         | 10.6        | 6.4         | 6.2         | 8.6         | 9.5         | 6.2                  |
| -épargne     |             |             |             |             |             |             |                      |
| privée       | -0.3        | 9.4         | 5.1         | 4.7         | 5.1         | 7.2         | 5.2                  |
| -épargne     |             |             |             |             |             |             |                      |
| publique     | 2.3         | 1.2         | 1.3         | 1.5         | 3.5         | 2.3         | 1.6                  |

Source: construit à partir des données du Ve plan, op. cit., p. 42.

On peut constater que le PIB commercialisé et l'épargne nationale ont varié au cours de la période considérée. Cependant on ne peut pas affirmer que l'épargne nationale et le PIB sont reliés directement l'un de l'autre. Il faut aussi indiquer que l'augmentation du PIB par habitant ne s'est pas traduite en totalité par une amélioration du pouvoir d'achat de la population.

Certains produits restent inaccessibles aux consommateurs ruraux. Le secteur urbain beaucoup plus monétarisé englobe quant à lui une proportion de la population (moins de 10%) et représente un marché réduit pour les produits manufacturés. Une des solutions à cette contrainte de l'exiguïté du marché local réside dans le renforcement de la coopération régionale pour chercher des débouchés à l'extérieur.

### **3.3 La part de l'épargne des ménages dans la formation brute du capital**

Il aurait été idéal, en principe d'identifier les sources du flux d'épargne en mesurant l'épargne brute réalisée par chacun des grands secteurs économiques, soit les particuliers et entreprises individuelles, les administrations publiques. Malheureusement, le système des comptes économiques ne permet pas d'identifier la contribution de chacun de ces secteurs à la formation de l'épargne. L'estimation de l'épargne de chaque secteur pose ainsi de sérieux problèmes de mesure et d'interprétation. Pour ces raisons, nous avons dû renoncer à une étude quantitative et détaillée des sources de l'épargne.

La qualité douteuse des données sur l'épargne des particuliers nous empêche de mesurer certains paramètres comme la propension marginale à épargner. Toutefois, en nous basant sur des estimations faites sur des échantillons enquêtés, nous allons pouvoir tirer la part de l'épargne des ménages dans la formation du capital au Burundi.

#### **Formation brute de capital fixe par agent, (1982-1987 en pourcentage et au prix courants)**

|                                 |      |
|---------------------------------|------|
| Administration                  | 41.9 |
| Entreprises publiques           | 40.7 |
| Entreprises privées             | 15.3 |
| Organisations sans but lucratif | 0.4  |
| Ménages                         | 1.7  |

Source: Ve Plan quinquennal. Op.Cit., p. 45

On constate que les ménages participent dans la formation brute de capital dans des proportions de 1.7%.

Aussi, partant du modèle de croissance du type Harrod-Domar qu'on a examiné dans la première partie, on pourrait relever de façon purement théorique, la condition de croissance économique d'équilibre pour l'économie burundaise.

On a admis que, dans l'économie burundaise, la propension interne à épargner est de 6%; si le coefficient de capital  $v$  est compris entre 2 et 4 (1), on aurait: avec  $s=0.06$  et  $v=2$ , le taux de croissance garanti est:  $g=s/v=0.03$ .

Pour que la condition  $g=n$  soit remplie, il faut que le taux de croissance de la force de travail  $n$ , soit de 3% par an. Cela constituerait une valeur plausible dans le cas du Burundi étant donné que le taux de croissance démographique annuel est estimé à 3%. Une telle situation ne reflète donc pas la réalité de l'économie burundaise, pour ce cas précis, l'erreur pourrait se trouver dans l'estimation du coefficient de capital, ou dans la propension marginale à épargner.

Avec  $s=0.06$  et  $v=4$ , on obtient  $g=1.5\%$ . Cela serait une situation fictive dans le sens de la condition de croissance économique et d'équilibre, étant donné que le taux de croissance naturel est estimé à 3%. On pourrait conclure donc que la croissance économique avec plein emploi du travail et du capital est peu probable. Pour le cas du Burundi, le taux de croissance garanti serait inférieur au taux de croissance naturel:  $g=s/v < n$ . Autrement dit, l'offre de travail augmente plus rapidement que le produit et le stock de capital. Ce qui fait que l'épargne et l'investissement seraient insuffisants pour équiper les nouveaux travailleurs. Ce qui expliquerait alors l'accroissement continu de la proportion de chômeurs dans la population active. Il conviendrait alors de situer le Burundi par rapport aux autres pays de l'Afrique centrale.

### **Épargne et Investissement en Afrique centrale**

Si l'épargne peut s'analyser comme la partie du revenu non consommée, l'on comprend qu'elle soit d'autant plus faible que les revenus sont peu élevés, mais également que les consommations sont importantes. Commençons par analyser la part de la consommation des États d'Afrique centrale.

(1) Moyenne des coefficients de capital des pays en voie de développement Banque mondiale, "Rapport sur le développement dans le monde" 1985, p. 186.

|                | Consommation privée et publique des États |           | d'Afrique centrale |                     |            |
|----------------|---|-----------|--------------------|---------------------|------------|
|                | * Y                                       | * G       | * C                | * C                 |            |
|                |   | en %      | en %               | en millions de U.S. |            |
| Cameroun       | 11744                                     | 9         | 62                 | 1057                | 7281       |
| R.C.A.         | 904                                       | 9         | 88                 | 81                  | 796        |
| Tchad          | 971                                       | 20        | 74                 | 194                 | 719        |
| Congo          | 2586                                      | 20        | 50                 | 517                 | 1293       |
| Gabon          | 4004                                      | 26        | 55                 | 1041                | 2202       |
| Guinée Eq.     | 60  | -         | -                  | -                   | -          |
| Zaire          | 11536                                     | 7         | 81                 | 808                 | 9344       |
| <u>Burundi</u> | <u>1171</u>                               | <u>12</u> | <u>79</u>          | <u>141</u>          | <u>925</u> |
| Ruanda         | 1386                                      | 20        | 71                 | 277                 | 984        |
| Sao Tome       | 36  | -         | -                  | -                   | -          |
| Angola         | 8000                                      | -         | -                  | -                   | -          |
| % moyen        |   | 13.7%     | 62.2%              |                     |            |

\* Y=PIB; C: Consommation privée, G: Consommation gouvernementale

Source: Banque mondiale "Rapport sur le développement dans le monde 1989".

Les valeurs élevées des dépenses de consommation gouvernementales témoignent des conditions de fonctionnement difficiles et des impératifs de dépenses incompressibles des administrations jeunes et sous-équipées des pays d'Afrique centrale. D'un autre côté, les faibles pourcentages de formation brute de capital fixe témoignent de la difficulté rencontrée par ces États pour passer du stade "d'étape préalable ou take off" à l'étape supérieure de "décollage économique" qui requiert, selon W.W. Rostow, (1) un investissement régulier qui dépasse 10% du PIB. Il apparaît donc clairement que la consommation des États de l'Afrique centrale est très importante.

(1) W.W. Rostow: The Economics of Take-off into sustained growth. op.cit. p. 123

On peut alors apercevoir que le Burundi consomme 91% de la valeur de son PIB, la consommation privée moyenne du PIB des États de l'Afrique centrale étant de 62%.

Une telle consommation (91%) peut être considérée comme un frein à la croissance et au développement.

De surcroît, les investissements dont il s'agit ne sont concevables que dans la mesure où une certaine masse d'épargne domestique a pu être dégagée sur le territoire. Or cette épargne est d'autant plus réduite que les agents consomment une partie importante de leurs revenus. Les investissements ne sont par ailleurs réalisables que si les réseaux bancaires sont en état d'assurer les relais financiers requis par le développement de l'entrepreneuriat.

**Épargne et Investissement en Afrique centrale (année de référence 1987)**

|                | PIB<br>Mns\$ | Inv.<br>en Mns\$ | Inv.<br>en % | Épargne<br>en Mns\$ | Épargne<br>en % |
|----------------|--------------|------------------|--------------|---------------------|-----------------|
| Cameroun       | 11744        | 2936             | 25           | 3288                | 28              |
| RCA            | 904          | 145              | 16           | 18                  | 2               |
| Tchad          | 971          | 117              | 12           | 87                  | 9               |
| Congo          | 2586         | 750              | 29           | 776                 | 30              |
| Gabon          | 4004         | 1481             | 37           | 761                 | 19              |
| Guinée Eq.     | 60           | -                | -            | -                   | -               |
| Zaire          | 11536        | 1384             | 12           | 1500                | 13              |
| <u>Burundi</u> | 1171         | 199              | 17           | 105                 | 9               |
| Rwanda         | 1386         | 263              | 19           | 125                 | 9               |
| Sao Tome       | 36           | -                | -            | -                   | -               |
| Angola         | 8000         | -                | -            | -                   | -               |
| % moyen        |              |                  | 18.5%        |                     | 13.2%           |

Source: Banque mondiale: "Rapport sur le développement dans le monde 1989".

Il ressort du tableau précédent que les investissements ne sont pas développés dans la zone d'Afrique centrale. Pour le cas d'espèce, le Burundi, la part du produit intérieur investie est de 17%. Un taux nettement inférieur à la moyenne investie pour les pays de l'Afrique centrale qui est de 18.5%.

La part épargnée s'élève à 9%. Cette différence entre le taux d'épargne et le taux d'investissement provient du fait que une partie des investissements réalisés sur le territoire sont financés par des sources étrangères. Il est donc compréhensible que sur le plan comptable, l'investissement total soit supérieur à la masse des épargnes nationales. Le concept théorique d'égalité de l'épargne et de l'investissement n'est pas concordant dans une économie aussi extravertie.

En effet, l'égalité stricte entre l'épargne et l'investissement doit être considérée comme un mythe. En réalité, l'épargne sera le plus souvent un résidu, c'est-à-dire la partie de leurs revenus que les agents n'auront pas consommée. À ce titre, elle sera liée sur le plan national à la fois au niveau de revenu per capita, aux habitudes de consommation des individus et au niveau général des prix du pays.

Par contre, le niveau de la formation brute de capital fixe qui déterminera la valeur des investissements, dépendra à la fois de la volonté et de la capacité d'investir des entrepreneurs (privés ou semi-publics). Le niveau des investissements sera lié, par voie de conséquence, aux anticipations plus ou moins optimistes que peuvent établir, le plus rationnellement possible, les entrepreneurs en fonction de la connaissance qu'ils ont des marchés, de la solvabilité des agents, de la demande effective que ceux-ci formuleront au moment où les produits issus des nouveaux investissements se présenteront sur les marchés.

La capacité d'investir sera en outre liée aux disponibilités des entrepreneurs ainsi qu'aux politiques de crédit pratiquées par le système bancaire.

On voit alors que l'épargne et l'investissement dépendent de deux origines totalement différentes où la psychologie des agents se combine, de façon imprévisible et complexe, avec les éléments réels du marché. Seules des circonstances aléatoires liées au hasard des marchés et des événements, pourraient contribuer à l'établissement d'un équilibre entre ces deux agrégats. L'ouverture des économies contemporaines et la circulation des flux financiers dans toutes les nations rendent une telle égalité (I=S) encore plus improbable.

### Évaluation des épargnes nationales en Afrique centrale de 1965 à 1988

|                | <u>1965</u> | <u>1987</u> | <u>PIB</u>     | <u>Épargnes</u> | <u>Pop</u>    | <u>Épargne</u> |
|----------------|-------------|-------------|----------------|-----------------|---------------|----------------|
|                | <u>%</u>    | <u>%</u>    | <u>mns CFA</u> | <u>mns CFA</u>  | <u>mns h.</u> | <u>par h.</u>  |
| Angola         | 12          | 16          | 2709000        | 433440          | 9.2           | 47113          |
| Cameroun       | 12          | 12          | 4431000        | 664650          | 10.9          | 60977          |
| R.C.A.         | 16          | - 2         | 353500         | -7070           | 2.7           | -2619          |
| Tchad          | 11          | -12         | 343000         | -41160          | 5.3           | -7766          |
| Congo          | 5           | 21          | 752500         | 158025          | 2.0           | 79012          |
| Gabon          | 37          | 34          | 1225000        | 416000          | 1.1           | 378636         |
| Guinée Eq.     | -           | -           | 37450          | -               | -             | -              |
| Zaire          | 30          | 10          | 2019500        | 201950          | 32.6          | 6195           |
| <u>Burundi</u> | 4           | 8           | 402500         | 32200           | 5.0           | 6440           |
| Rwanda         | 5           | 5           | 735000         | 36750           | 6.4           | 5742           |
| Sao Tom P.     | -           | - 6         | 10850          | -651            | 0.1           | -6510          |

Source: Banque mondiale, "World Development Report 1989", World Bank Oxford University Press, Washington, 1989.

On peut observer à partir du tableau qu'il existe des disparités quant à l'épargne nationale et que certains pays d'Afrique centrale sont handicapés par l'effondrement des épargnes intérieures brutes. Il est à signaler que ces statistiques ne reflètent pas fidèlement la totalité des épargnes réalisées par tous les agents du pays.

En effet, à côté des épargnes enregistrées officiellement, il existe dans tous les pays d'Afrique centrale, une importante masse d'épargne non comptabilisée, car non placée dans les réseaux bancaires classiques. C'est cette masse d'épargne non considérée qu'il convient d'appeler "épargne informelle".

Cela nous amène à la question de savoir si l'épargne informelle existe dans les pays pauvres, en particulier au Burundi, et son importance dans le circuit des flux de capitaux.

À cette interrogation, la réponse est claire. Il existe certes, une épargne informelle, mais son existence et sa collecte sont liées à un environnement socio-culturel qui ne relève pas des techniques bancaires occidentales. Son importance économique n'a pas été véritablement évaluée, mais de toute évidence il serait opportun pour toute économie qui se cherche, à s'y intéresser.

Pour le cas du Burundi, des tentatives dans le but de mobiliser cette masse d'épargne cachée ont été amorcées. Ainsi, la caisse d'épargne du Burundi a envisagé des centres de collecte mobiles. Des voitures aménagées sillonnaient les différentes communes du pays à la recherche des épargnes liquides se trouvant dans les villages. On ne pourrait donc douter des coûts élevés inhérents à ce genre de collecte mobile. C'est la raison pour laquelle ces liquidités n'ont pas pu être intégrées aux systèmes bancaires officiels.

### **3.4 Stratégie de développement pour l'avenir**

Le but de ce paragraphe n'est pas de présenter une stratégie de développement efficace pour l'économie burundaise, mais c'est de faire ressortir les avantages d'un investissement capitalistique et l'investissement à forte intensité de main d'oeuvre, "ceteris paribus", pour une économie de ce type.

En effet, l'élaboration des stratégies de développement exige la conception des politiques qui doivent s'insérer dans le cadre du développement économique et social. La définition d'une politique économique exige dans la prise en compte non seulement des faiblesses mais aussi des atouts dont dispose le pays pour le développement économique.

Dans cette comparaison entre les deux types d'investissements, nous allons nous inspirer de l'approche théorique avancée par Malcolm Gillis (1).

Dans cette étude, l'auteur fait une comparaison entre deux pays, l'un ayant opté pour une stratégie à forte intensité de capital, et l'autre avec une stratégie à plus forte intensité de main d'oeuvre.

Ses conclusions ont été que l'efficacité de l'emploi du capital peut influencer sur la croissance du PIB beaucoup plus que sur l'augmentation des investissements.

Il a constaté par exemple que pour une croissance des investissements égale à 5% dans le pays à option de forte main d'oeuvre, l'augmentation annuelle moyenne du PIB est aussi de 5%, tandis que, dans le pays à option capitalistique, une croissance des investissements allant jusqu'à 10% n'entraîne qu'une augmentation moyenne du PIB de 4.2% par an.

C'est pour cela que sans pour autant considérer ces résultats comme immuables, et en tenant compte des prix relatifs de ces deux facteurs de production (le capital et la main d'oeuvre), nous pensons qu'une économie à l'image de celle du Burundi devrait axer plus d'effort vers des investissements plus intenses en main d'oeuvre, tels les investissements agricoles.

Il faut cependant noter qu'aucune stratégie ne peut se suffire à elle-seule. C'est pour cela que dans la dernière partie de notre étude, nous nous proposons de parler de la politique de promotion de l'épargne des ménages pour la formation de capital nécessaire au développement.

(1) M. Gillis, 1990, p. 316 et 317

**Section 4: La mobilisation et la politique de promotion de l'épargne des ménages**

**4.1 Le processus de mobilisation de l'épargne des ménages au Burundi**

**L'appareil financier**

**1. Les formes traditionnelles de collecte**

**a) Les greniers**

Malgré le faible niveau de monétarisation de l'économie rurale au Burundi, les ménages ont toujours eu le souci d'épargne de précaution.

Ainsi, dans les périodes de récolte, on constituait des stocks dans des greniers pour la semence prochaine, et aussi et surtout en prévision des périodes de famine reconnues, telles que celles du mois de novembre.

**b) L'épargne - bétail**

Le bétail constitue une forme sûre de réserve de valeurs pour les ménages ruraux.

En vue de se préparer aux dépenses occasionnées par des fêtes sociales (mariage d'un fils), ou les frais de scolarité des enfants, on achète un veau ou une chèvre, et on l'élève en vue d'une vente ultérieure.

**c) Les tontines**

La tontine peut être définie comme un regroupement d'individus, qui vont mettre en commun une partie de leurs revenus, et les redistribuer à l'un d'entre eux lorsque son "tour" sera venu.

C'est donc une institution caractérisée par des structures informelles, temporelles, individuelles, matérielles, monétaires, culturelles et ethniques.

Ces structures sont informelles en ce sens qu'elles se développent sur la base de rapports de confiance entre quelques individus qui s'associent en dehors de tout contexte juridique, fiscal ou comptable.

Pour le cas du Burundi, des fonctionnaires s'organisent sur base de l'appartenance régionale en vue de constituer un fond de précaution pour subvenir aux circonstances malheureuses des membres.

Citons l'exemple des organisations communales dans lesquelles les habitants d'une commune mettent en commun des fonds pour le développement économique de leur commune. Tel est le cas du financement des collèges communaux.

## **2. Les formes classiques de collecte**

### **a) Les caisses d'épargne et les coopératives**

Le développement de l'agriculture et des travailleurs indépendants au Burundi a conduit à la création d'une caisse d'épargne et des coopératives d'épargne.

Les plus petits versements sont acceptés afin de constituer une réserve pour les mauvais jours. La collecte, assurée d'abord dans les villes, s'est trouvée fortement renforcée par la création de succursales, qui dispose de l'ensemble des guichets, c'est-à-dire d'un réseau qui couvre un grand nombre de provinces. Ce rôle de collecte est assuré par la caisse d'épargne du Burundi. Mais aussi, les coopératives d'épargne et de crédit assument le relai dans le milieu rural. Ce sont donc des institutions bancaires qui reposent sur la libre adhésion, d'individus généralement peu nantis, dont les dépôts initiaux sont parfois très bas.

Ces dépôts sont faiblement rémunérés mais confèrent toujours, sous certaines conditions, la possibilité d'obtenir un crédit.

**b) Les banques**

Grâce à leur réseau d'agences, les banques drainent les dépôts des particuliers et des entreprises. Le système bancaire s'est diversifié et étendu : il est représenté aujourd'hui par six établissements bancaires, dix institutions financières dont quatre de développement. A l'heure actuelle, dix-neuf guichets fonctionnent à l'intérieur du pays. Pour encourager les banques à financer les projets productifs à moyens et à long terme, le gouvernement a créé en 1987 un Fonds National de Garantie et de Promotion Économique destiné à garantir les crédits affectés au secteur productif, à bonifier certains projets agricoles à maturité lente et à participer dans la création de nouvelles entreprises.

**c) Les assurances**

L'assurance étant un contrat par lequel l'assuré se garantit, par le versement d'une prime, le paiement d'une somme convenue en cas de réalisation d'un risque déterminé.

**3. Les formes nouvelles de collecte**

Les formes classiques de collecte d'épargne étant guidées par le souci d'affaires, il a fallu imaginer d'autres formes d'épargne tenant compte de l'intérêt général des épargnants et du développement de la classe moyenne.

**1) L'épargne - logement**

Dans l'espoir de pousser l'épargne à faciliter la construction de logements, on a instauré un système d'octroi d'un prêt dont le montant soit déterminé en fonction d'un effort d'épargne prolongé pendant un certain temps ou d'un certain montant d'épargne dans une institution financière. L'autre aspect de cette forme d'épargne-logement est le système de "location-ventes". C'est-à-dire garanti par l'État, un fonctionnaire peut acquérir une maison moyennant paiement mensuel d'une certaine somme d'argent calculée sur une base mensuelle couvrant une période moyenne de 15 ans.

**2) Les fonds communs de placement**

L'idée de base est de mettre en commun des épargnes pour en permettre la gestion raisonnée. Il s'agit des associations de fonctionnaires d'un même secteur qui font des cotisations mensuelles sur prélèvements de salaires.

Les membres bénéficient des prêts sur la base d'une demande soumise au comité de gestion. On peut citer à titre d'exemple le fonds de solidarité des enseignants.

#### 4. Fuite de l'épargne

Généralement, l'on ne prend en considération que les épargnes réalisées sur le territoire et déposées sur des comptes officiellement ouverts aux guichets des institutions bancaires ou financières du pays. Mais il y a une masse importante d'épargnes réalisées et placées chaque année sur des comptes à l'étranger.

Mohsin S. Khan et Nadeem Ul Haque, dans un article "La fuite des capitaux des pays en développement" (1) montrent que la fuite des capitaux se manifeste de différentes manières. C'est-à-dire qu'en l'absence de contrôle des changes ou des capitaux, les résidents nationaux transfèrent des fonds à l'étranger au taux de change en vigueur. Aussi, dans beaucoup de pays en développement, des marchés noirs ou parallèles des devises servent au transfert de fonds. Les transferts de ces fonds s'effectuent de diverses manières qui ne sont d'ailleurs pas toujours en conformité avec les réglementations relatives à la circulation des capitaux du pays. Le secteur officiel de l'économie n'a donc aucune possibilité d'évaluer, si ce n'est par des approximations, l'importance de ces flux.

C'est ainsi qu'à des fins d'illustrations, Mohsin S. Khan indique que pour un échantillon de huit pays en développement fortement endettés: Argentine, Brésil, Chili, Corée, Mexique, Pérou, Philippines et Venezuela, le rapport de la fuite des capitaux à la dette extérieure était de l'ordre de 30% en 1982. c'est donc dire que, pour chaque dollar prêté à ces pays, 30 cents ont franchi les frontières. Il n'est toutefois pas aisé de faire une transposition de ces données sur l'ensemble de tous les pays en développement. Cependant, disons que ce phénomène existe partout et le Burundi n'est pas à l'abri.

(1) FMI: Finances et Développement, Mars 1987, Volume 241 numéro 1, p.2

## **4.2 Politique d'encouragement à l'épargne**

### **L'environnement favorisant l'épargne des ménages**

#### **1. Le milieu ambiant**

Dans l'étude de phénomènes de l'épargne, on ne pourrait se passer d'examiner les caractéristiques structurales des ménages qui forment la population du pays en question. Il s'agit parfois de vicissitudes historiques qui ont marqué les traits caractéristiques et psychologiques des différentes populations locales, mais il arrive aussi que les différences soient dues à des motifs d'ordre géographique comme les conditions pédologiques et climatiques qui distribuent inégalement certaines productions dans l'espace et jouent directement sur l'inclination à l'épargne.

C'est ainsi que, à revenu disponible égal, la quantité économisée varie suivant des circonstances de nature ambiante.

#### **2. Les conditions juridiques, politiques et sociales**

Sous l'aspect juridique, une défense efficace de la propriété privée sur toutes ses formes est un encouragement essentiel à détourner de la consommation une partie des revenus disponibles.

Sous l'angle politique, on peut affirmer que la propension à l'épargne augmente durant les périodes de paix, toutes les autres conditions restant égales.

À l'absence de sécurité du patrimoine, on voit augmenter dans toutes les classes les poussées à la consommation immédiate. Sur le plan interne, la propension à l'épargne est en outre favorisée par un régime démocratique. Celle-ci fortifie à la fois le sens des responsabilités individuelles et celui des devoirs sociaux. Par ailleurs, sous un régime dictatorial ne garantissant aucune liberté politique, le sens de la prévoyance s'affaiblit car l'avenir des individus est à la merci de facteurs impondérables de nature politique.

### **3. Les conditions monétaires**

À toutes les circonstances favorables à la propension à l'épargne, on ajoute la stabilité monétaire, seule garantie du maintien du pouvoir d'achat des revenus des ménages.

### **4. Les facteurs moraux**

Avec le progrès de la civilisation, avec l'amélioration des conditions sociales, et notamment des moyens de communication, se renforce l'esprit de prévision.

Il y a donc un apport décisif des facteurs personnels dans le choix du taux de revenu à mettre de côté.

#### **4.3 Politique active et perspectives d'avenir**

Dès l'accession à l'indépendance politique, un grand nombre d'administrations nouvelles ont cherché en premier lieu à affirmer leur indépendance économique, financière et monétaire. Toutes les banques commerciales appartenaient à des étrangers et servaient naturellement leurs intérêts. Elles limitaient habituellement leurs opérations au secteur dit moderne, composé en majeure partie de sociétés et de firmes étrangères.

Le "secteur traditionnel" au contraire, était généralement assisté par des institutions entièrement différentes dont la tâche principale était de subventionner les activités économiques autochtones.

Ceci a eu pour effet de déstabiliser le développement local (fuite de capitaux) et tendait à aggraver le dualisme du système économique.

La structure et le fonctionnement des banques commerciales sont actuellement incompatibles avec les principes de la mobilisation de l'épargne. En effet, aujourd'hui les banques commerciales africaines concentrent principalement leur activité dans les zones urbaines où l'activité économique financière et commerciale est très dense. Elles opèrent une sélection rigoureuse avant d'accepter ou d'étendre leurs relations avec ces clients en ce sens qu'elles ne traitent pas avec des clients n'ayant pas une situation économique suffisante. Il est alors évident que, dans ces conditions, les petits emprunteurs ont bien peu de chances d'obtenir un crédit d'une banque commerciale.

Ainsi faudra-t-il que les institutions financières tiennent compte de l'environnement social de leurs clients. Pour ce faire, il est préférable d'établir les rapports financiers sur un plan personnel.

En effet, dans la société burundaise, tout comme dans les communautés africaines, l'épargne n'est pas une motivation en soi, mais elle procède d'un principe de réciprocité du crédit parmi les membres d'une même association. On peut aussi retrouver cet élément dans les relations entre les membres de la famille "élargie", ou même d'une communauté plus vaste.

Les habitudes d'épargne autochtones sont donc motivées traditionnellement par la conviction profondément enracinée de trouver chez les autres épargnants une attitude réciproque, ou en d'autres termes, par le désir de s'assurer un crédit en accumulant ses économies au bénéfice des autres membres de l'association. Ceci montre que, dans la psychologie du burundais, l'épargne a toujours un objectif et conduit logiquement à une contre-partie réciproque. (L'épargne et le crédit restent étroitement liées).

Dans le contexte africain, les habitudes d'épargne individuelles réagissent mal à une motivation uniquement économique et exigent également une motivation sociale.

Il importe donc que la question de la promotion de l'épargne des ménages soit abordée de façon globale et coordonnée. Ainsi, allons-nous dans le paragraphe qui suit présenter les grandes lignes d'une politique active de l'épargne personnelle.

### **Politique active de promotion de l'épargne personnelle**

Nous n'allons pas présenter des solutions immuables quant à la collecte de l'épargne des ménages, mais nous suggérerons des idées basées sur l'analyse du contexte particulier où se forme l'épargne des ménages. Nous partons du constat que le processus de la mobilisation de l'épargne des ménages n'est pas un problème technique et institutionnel. Une politique de l'épargne privée doit s'appuyer largement à la fois sur l'effort du gouvernement (au niveau de l'élaboration de cette politique) et sur celui de la banque centrale (au niveau de l'exécution des ménages envisagées).

Une structure de l'organisation et de la gestion de l'institution de collecte de l'épargne des ménages, des ménages ruraux en particulier, pourrait être adoptée. Le moyen le plus direct et le plus efficace d'y parvenir serait de rendre l'administration de l'institution indépendante de l'organisme principal de l'appareil gouvernemental. Le point important de la suggestion réside dans le fait que cette institution fournirait à la fois des facilités d'épargne et de crédit, au même niveau (c'est-à-dire à celui des ménages, et localement), et qu'elle devrait faire tous ses efforts pour donner de l'extension à ces facilités, dans la mesure du possible, en vue d'intégrer dans les circuits financiers organisés, les régions et les classes à faibles revenus qui, jusqu'à présent, n'ont pas bénéficié des services d'un intermédiaire financier. Il importe de souligner que la notion d'intermédiaire financier dynamique est fondée sur le principe selon lequel la formation de l'épargne individuelle doit être encouragée et motivée à la base même par des prêts garantis, c'est-à-dire en finançant en particulier les activités économiques de faible envergure qui se rapportent plus directement au bien être des ménages (petites entreprises, artisanat, commerce, et agriculture), dans lesquelles la production, la consommation et l'épargne sont étroitement associées. On pourrait étendre le débat sur les mesures d'encouragement de l'épargne des ménages, mais tout pourrait se résumer en une philosophie telle que "il faut une institution bâtie par les épargnants et pour les épargnants".

### Conclusion générale

En dépit de la pauvreté existante, spécialement dans les régions rurales, tout le monde, quel que soit le groupe de revenu, la profession ou l'âge, exprime le désir d'épargner. La capacité d'épargner, cependant, dépend d'un niveau minimal de revenu disponible.

Quoi qu'on en dise, les disponibilités liquides existent. Elles prennent le plus souvent la forme de petites sommes thésaurisées par les agents modestes. Cependant, le budget national étant déficitaire, et le secteur privé ralenti, l'épargne formelle diminue, alors que les liquidités qui circulent dans les réseaux informels "souterrains" paraissent devoir jouer un rôle de plus en plus important dans le fonctionnement de l'économie.

En examinant le problème dans son ensemble, on peut affirmer que la collecte de l'épargne des ménages n'a pas donné jusqu'ici les résultats escomptés.

Dans notre analyse, on a pu faire remarquer que l'épargne individuelle moyenne est très faible et elle est souvent très dispersée (puisque la majeure partie de la population habite dans des zones rurales), quand elle n'est pas tout-à-fait inexistante.

Aussi, la croissance du volume de l'épargne privée dépend de celle du revenu moyen par habitant et, comme cette dernière est assez lente, il s'ensuit que la mobilisation de l'épargne personnelle ne pourrait donner des résultats probables qu'à la longue.

Si l'on veut donc attribuer une fonction positive à l'épargne des ménages dans le processus d'accumulation du capital, il faut adopter une politique tendant à provoquer une évolution des secteurs traditionnels, afin de produire dans ces milieux les conditions techniques et économiques nécessaires pour que les investissements puissent avoir lieu et que l'épargne existante se transforme de façon à pouvoir leur être dévolue.

Il faut aussi instaurer un processus à travers lequel on passe d'une économie de subsistance à une économie de marché, et à travers lesquels se forme une main d'oeuvre salariée.

Il est vrai qu'on a manqué de données statistiques sur le financement de la formation brute de capital investi, mais on a pu faire remarquer que les fonds affectés aux investissements proviennent surtout de l'épargne publique (fiscalité), de l'auto-financement des entreprises publiques, et de l'aide extérieure, tandis que l'épargne individuelle et celle des firmes privées semble jouer un rôle secondaire dans le financement des investissements.

L'examen des caractéristiques structurelles et fonctionnelles du système financier burundais témoigne des lacunes significatives. En effet, la structure en évolution du système financier burundais présente un déséquilibre de plus en plus marqué entre le développement de la fonction d'investissement et celui de la fonction de mobilisation. Les institutions en place n'entendent pas exercer et n'exercent pas une fonction active ou directe de mobilisation des ressources intérieures et encore moins de l'épargne personnelle. Il y a donc un manque d'intermédiaires qui peut être considéré à différents points de vue: économique (les petites entreprises et les affaires familiales ne bénéficient pas de services bancaires), géographique (la grande majorité des zones rurales sont dépourvues des services bancaires).

De ce qui précède, on peut tirer que les planifications devraient s'efforcer de concevoir un mode de financement du développement mieux équilibré et qu'à cet égard l'épargne des ménages mériterait de retenir davantage l'attention.

Nous ne prétendons pas avoir montré tous les aspects de la contribution de l'épargne des ménages dans le financement du développement. Le but de notre étude reste essentiellement d'attirer au maximum l'attention sur les problèmes, la situation, les possibilités et les perspectives de l'épargne, en particulier de celle des ménages, au Burundi.

Les renseignements disponibles aujourd'hui ne nous ont pas permis d'appuyer des recommandations précises et aucune action concrète ne peut être suggérée comme solution. Il est donc possible d'apporter des perfectionnements à cette étude pour permettre de définir une ligne d'action.

## BIBLIOGRAPHIE

- Amadou T.O., Épargne - Investissements et croissance économique. Ed. populaire, Bamako, 1975.
- Amin S., L'accumulation à l'échelle mondiale: Critique de la théorie du développement, Paris, Anthropos, 1988.
- Austruy J., Le scandale du développement, 25 ans après. Clairefontaine, 1987.
- Chenery H.B., Changement de structures et politique de développement. Economica, 1981.
- Denis Kessler et Pierre Ullmo, Épargne et développement, colloque éd. Economica, Paris, 1985.
- Dockès P., Rosier B., L'histoire ambiguë. Croissance et développement en question, P.U.F., 1988.
- Elias Gannagé, Financement du développement, P.U.F., Paris 1969.
- Elisabeth Adelski and Nancy Rosen, Getting and spending: household economy in rural Burundi, 1990.
- Everett E.H., Économie du développement. Economica, Paris 1982.
- François Perroux, L'économie du 20e siècle 3e éd., P.U.F. 1969.
- Freyssinet J., Le concept du sous-développement, Paris, Mouton, 1966.
- Gérard Grellet: Structures et stratégies du développement économique, P.U.F., 1ère éd., 1986.
- Hahn F.H., Théorie de la Croissance économique. Economica, 1972.
- Houthakker and Taylor, Consumer demand in the United States 1929-1970. Harvard Economic Studies, 1966.

- Jacqueline FAU, Développement économique et processus productif national. Ed. Cujas, Paris 5e, 1970.
- Jacques Lecaillon; Analyse macro-économique, éd. Cujas, Paris 1969.  
La Croissance économique, analyse globale, éd. Cujas, 1972.
- Jacquemot P., Raffinot M., Accumulation et développement, Paris, L'Harmattan, 1985.
- Joan Robinson, L'accumulation du capital, Dunod, 1977.
- Kanhaja L. Gupta, Finance and Economic growth in Developing Countries. Croom Helm, 1984.
- Lisle E.A., L'épargne et l'épargnant Dunod, Paris 1967.
- Lothar C. et Fouga P., L'ajustement structurel, l'emploi et la pauvreté au Burundi, Buja, CURDES, 1988.
- Malcolm Gillis, Économie du développement, éd. universitaire, De Boeck, 1990.
- Malinvaud, Sources et origines de la Croissance française au milieu du 20e siècle, Paris INSEE, 1965.
- Marshall Alfred, Principes d'économie politique, Gordon et Breack, 1971.
- Milton Friedman, A theory of the consumption function, Princeton University Press, 1957.
- Pascallon P., L'intégration des facteurs monétaires dans les modèles de croissance équilibrée néo-classiques, Dalloz, 1970.
- Patrick Guillaumont, Économie du développement Tome 2 P.U.F. 1985.
- Philippe Hugon, Économie du développement, Mementos Dalloz, 1989.

-Phillips, L., A household budget survey, World Bank, BUJ., BURUNDI, 1987.

-Ranis C., Schultz T.P., The state of development Economics, progress and perspectives, Oxford, 1985.

-Rostow W.W., The Economics of take-off into sustained growth.  
Macmillan and Company Limited, New York, St. Martin's Press, 1963.

-The stages of economic growth, third ed., Cambridge University Press,  
1991.

-Salles P. et J. Wolff, Croissance et développement, Faits et analyse,  
Paris, Dunod, 1970.

-Simon Kuznets, Croissance et structure économique. Calmann-Lévy, 1972.

-Thirlwall A.P., Growth and development, 2nd ed., Macmillan Press, 1978.

-Uma Lele, Le développement rural, l'expérience africaine, éd. Economica,  
publication des services de recherche de la B.M., Paris, 1975.

-Zantman A., Le tiers monde, les stratégies de développement à l'épreuve  
des faits, Hatier, 1990.

### **Revue, Rapports officiels, et annuaires statistiques**

-Finances et Développement, (Banque mondiale, FMI), mars 1987

-Banque mondiale, Rapports sur le développement dans le monde

-Banque mondiale, le développement accéléré en Afrique du Sud du Sahara,  
1981

- B.I.T.: L'emploi, la Croissance et les besoins essentiels: problème mondial, Genève, 1976.
- Burundi, Ministère burundais à la présidence chargé du plan. Économie Burundaise en 1984-1989.
- Burundi, Service national des études et statistiques: Enquête budget - Consommation des ménages ruraux, 1988.
- Burundi: Ministère à la Présidence chargé du plan:
  - Quatrième plan quinquennal, 1983-1987
  - Cinquième plan quinquennal, 1988-1992
- Burundi: Banque de la République du Burundi:
  - Rapports annuels 1986-1991
- La mobilisation de l'épargne dans les pays africains  
Acte de la Conférence internationale, Milan, Sept. 1971
- L'épargne et les caisses d'épargne des pays d'Afrique,  
Les marchés du crédit des pays d'Afrique, collection dirigée par le professeur Giordano Dell'Amore, Lombarde - Milan, 1971
- La mobilisation de l'épargne des ménages: un instrument de développement, Cassa di risparmio delle Province Lombarde, 1978.